

Fukushima UN AN APRÈS



Photothèque Rouge / Franck Houlgatte, JMB, Jean Fremiot, Alice D.

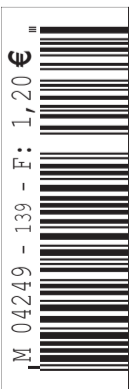
Un an après la catastrophe du Fukushima, une grande mobilisation est organisée pour exiger l'abandon du nucléaire.

Dans l'histoire de l'énergie nucléaire, il y aura un avant et un après Fukushima. Après Tchernobyl, le lobby nucléaire occidental avait trouvé la parade : c'était le résultat de la gestion bureaucratique, incompétente et inefficace, propre au système soviétique. « Cela ne pourrait pas avoir lieu chez nous ». Que vaut cet argument aujourd'hui, quand le fleuron de l'industrie privée japonaise est concerné ? Depuis fin janvier, il

ne reste plus que trois réacteurs nucléaires en fonctionnement au Japon, sans qu'aucune coupure de courant n'ait été enregistrée. Si ce modèle de quasi-sortie du nucléaire n'est pas souhaitable (sans parler des conséquences du tsunami) tant sa rapidité nécessite un recours massif aux énergies fossiles, il montre cependant que l'addiction au nucléaire dont font preuve certains pays, et en premier lieu la France, n'est pas irrémédiable. Cette situation

illustre aussi le faux et dangereux dilemme dans lequel veulent nous placer les multinationales de l'énergie. Le recours massif aux énergies fossiles les plus « sales » (charbon, pétrole offshore, sables bitumineux, gaz de schiste) n'est pas la solution pour sortir du nucléaire, et on n'a pas à choisir entre une belle mort radioactive et une lente asphyxie par le réchauffement global.

SUITE PAGE 2



REGARDS Entretien avec Annick Coupé, de retour de Grèce, avec une délégation des mouvements sociaux européens. Page 2

**AUX CAPITALISTES
DE PAYER LEURS
CRISES !**

CAMPAGNE
Poutou 2012.
Pages 4 et 5

10 MARS,
Manifestations,
« un toit,
c'est un droit » Page 3


Agenda
9 mars, projection-débat, Achères.

Projection du film *Nos ancêtres les Gaulois*, suivie d'un débat avec les associations : 1001 Femmes de Conflans, la LDH et Attac 78nord. RV 20h30 au cinéma Pandora, Achères.

10 mars, manif logement, national.

Manifestations « *Un toit c'est un droit !* » dans toute la France, pour le droit au logement et contre la reprise des expulsions, à l'appel de nombreuses organisations associatives, syndicales et politiques. À Paris, RV à 14h30, place de la Bastille.

10 mars, antifa, rassemblement,

Paris. Rassemblement unitaire (NPA, PG, Attac, LDH...) en réponse aux « assises nationales » du mouvement d'extrême droite NCI sur « *Nationalité, citoyenneté et identité* » prévu à l'Espace Charenton. RV de 9 à 12 heures au croisement des rues Taine, Charenton et Chaligny Soyons nombreux.

11 mars, chaîne antinucléaire, Vallée du Rhône.

Un an après la catastrophe de Fukushima, une chaîne humaine est organisée par le réseau Sortir du nucléaire, entre Lyon et Avignon. Des bus au départ de Paris sont organisés, avec retour dans la soirée. RV place de la Nation à 6 heures devant Le Dalou. Inscription : gayvincent@wanadoo.fr

11 mars, antinucléaire, Brest.

Le Collectif « Nukleel er Maez - Nucléaire dehors » appelle à un rassemblement, un an après Fukushima. RV au Faou à partir de 11 heures.

13 mars, dette, réunion débat, Créteil.

Le collectif 94 pour un audit citoyen de la dette organise une réunion-débat sur le thème « Non au pacte budgétaire et à l'Europe punitive, oui à une Europe solidaire ! », avec Stéphanie Treillet du conseil scientifique d'Attac. RV à 19 heures, à la maison des syndicats, 11/13 rue des archives.

13 mars, dette, réunion publique,

Paris 18^e. Le collectif pour un audit citoyen de la dette du 18^e organise une réunion publique que le thème « *Doit-on sacrifier nos écoles et nos hôpitaux pour payer la dette ?* » RV à 20 heures au Grand Parquet, 20 bis, rue du Département (M^o Marx-Dormoy ou La-Chapelle).

13 mars, Vivre avec les animaux ?

Débat, Paris. Les revues Contretemps, Écorev, La Décroissance, Écologie et Politique, Mouvements organise un débat avec Jocelyne Porcher sur son livre *Vivre avec les animaux ?* RV à 19 heures au Lieu-Dit 6 rue Sorier (M^o Gambetta).

16 mars, Iran, réunion publique, Paris.

Réunion publique pour la défense des droits des travailleurs et des libertés syndicales en Iran, avec des représentantEs de la CFTD, la CGT, la FSU, Solidaires et l'Unsa. RV de 18 à 21 heures, Bourse de travail, salle Croizat, 3, rue du Château-d'Eau Paris 10e (M^o République).

16 mars, dette, réunion publique,

Vitry. Le Collectif de Vitry pour un audit citoyen de la dette, organise une projection débat autour du film *Debtocracy*. RV à 20 heures, salle du Château, 6, rue Montebello (derrière le marché).

17 mars, marche anticoloniale,

national. Dans le cadre de la Semaine anticoloniale, des marches sont organisées partout en France. À Paris, RV à 14 heures du métro Barbès



FUKUSHIMA, UN AN APRÈS

SUITE DE LA PAGE 1

LE NUCLÉAIRE NE PEUT PAS ÊTRE SÛR

Il y a un an, les médias ont mis en évidence l'irresponsabilité, l'impréparation et les mensonges de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO) – avec la complicité active des organismes de contrôle et des autorités locales et nationales – plus préoccupées de rentabilité que de sécurité. Ces faits sont indiscutables, mais à trop insister sur cet aspect, on risque de perdre de vue l'essentiel : l'insécurité est inhérente à l'énergie nucléaire. Le système nucléaire est fondamentalement insoutenable, les accidents sont statistiquement inévitables. Tôt ou tard, d'autres Tchernobyl et d'autres Fukushima auront lieu, provoqués par des erreurs humaines, des dysfonctionnements internes, des tremblements de terre, des accidents d'avion, des attentats ou des événements imprévisibles. Pour paraphraser Jean Jaurès, on pourrait dire que le nucléaire porte la catastrophe comme la nuée porte l'orage. On ne peut qu'être d'autant plus révoltés par la façon dont les principaux candidats à la présidentielle traitent cette question. L'accord calamiteux entre Europe Écologie-Les Verts et le Parti socialiste avait mis en lumière les renoncements du parti vert, incapable

de négocier un objectif, même vague, de sortie du nucléaire, et n'arrachant qu'une diminution de la part du nucléaire de 75 à 50% en 2025. Dès lors, comment s'étonner que la campagne d'Eva Joly ne rencontre aucun écho ? Statu quo également du côté du PCF dont les positions rétrogrades paralysent l'expression du Front de Gauche. Quant à l'UMP, Sarkozy, Besson et consorts s'amuse à croire que le PS veut fermer de nombreuses centrales pour faire peur aux salariéEs de la filière. Double escroquerie en l'occurrence, vis-à-vis de la position du PS donc, et par rapport à la situation des salariés du nucléaire qui, comme les autres, connaissent précarité, sous-traitance, maladies professionnelles... Quant à la création d'emplois que permettrait une sortie du nucléaire, malgré les différents rapports sur la question, ni Hollande ni Sarkozy ne l'évoquent. Bien au contraire, c'est à nouveau une fuite en avant qui se profile avec l'allongement du fonctionnement des réacteurs à 40 ans, initialement prévus pour durer 30 ans.

21 RÉACTEURS À FERMER TOUT DE SUITE

La question de la durée de vie des centrales est

aujourd'hui primordiale, et notre exigence est la fermeture des réacteurs qui arrivent à 30 ans. Il y en a actuellement 21 qui fonctionnent et qui doivent être arrêtés immédiatement. 21 autres auront atteint cet âge en 2017. Ces revendications sont en parfaite cohérence avec le plan de sortie du nucléaire en dix ans proposé par le NPA, ainsi que l'arrêt de tous les projets électronucléaires en cours. Elles doivent être portées largement par les mouvements antinucléaires. La chaîne humaine organisée entre Lyon et Avignon le 11 mars est à ce titre une échéance à ne pas manquer. Il s'agit de rassembler des dizaines de milliers de personnes dans la région la plus nucléarisée de France. Mais cette seule journée de mobilisation, un an après la catastrophe japonaise, ne suffira pas à faire plier le lobby nucléaire, et il nous faut déjà envisager la suite des actions, qu'il s'agisse de chaînes humaines, manifestations, blocage des trains de déchets... Tous et toutes ensemble, bloquons le nucléaire pour en sortir.

Michaël Lowy, Vincent Gay

regards



Annick Coupé. (JMB)

Grèce, un mouvement de résistance irrigue la société

Entretien avec Annick Coupé, porte-parole de Solidaires, membre d'une délégation européenne qui s'est rendue en Grèce.

Propos recueillis par Alain Pojolat

Tu reviens d'un voyage en Grèce, peux-tu nous dire l'origine du projet et qui était dans la délégation ?

C'est Attac France qui a lancé cette idée d'avoir une délégation de représentants des mouvements sociaux européens. Cela correspondait à une attente de nombreux militants. Sept pays étaient représentés : Grande-Bretagne, Belgique, Allemagne, Autriche, Italie, France et le Pays basque Sud. Il y avait aussi une diversité de mouvements : Attac France et Allemagne, des syndicalistes de la FSU et Solidaires mais aussi de la CSC (Confédération syndicale chrétienne), une des deux confédérations en Belgique, le syndicat basque ESK, quelqu'un qui travaille pour la revue Red Paper en Grande-Bretagne, un Occupy d'Allemagne, le CADTM, Transform un réseau actif au niveau européen... En deux jours, on a rencontré à Athènes le groupe parlementaire Syriza, les dirigeants des confédérations du privé et du public, mais aussi la coordination des syndicats de base qui s'est mise en place depuis un peu plus d'un an avec des personnes appartenant aux deux confédérations mais qui pensent qu'il faut quelque chose de plus radical, la fédération des enseignants du secondaire (la plus combative du secteur public). On est aussi allé sur le piquet de grève d'une entreprise de la métallurgie, en grève depuis le mois d'octobre parce qu'ils ont refusé une baisse de 40% de leur salaire. On a rencontré les journalistes de *Eleftherotypia* publié sous la responsabilité des salariés car ils ne sont plus payés depuis plusieurs mois, le syndicat et des utilisateurs de ce qu'on pourrait appeler l'organisme du logement social (correspondant au 1% patronal), puisqu'à la fois l'État veut leur prendre les réserves et détruire cet organisme, ce qui veut dire que le logement bon marché disparaîtrait. On est allé dans un centre social et dans un immeuble occupé par un collectif d'indignés... tous représentatifs de ceux et celles qui en Grèce refusent la politique de la Troïka.

Comment as-tu perçu le climat général ? La mobilisation est-elle visible ?

C'est visible, mais en même temps les résistances sont diffusées dans la société. Depuis deux ans, il y a eu dix-sept journées de grève générale avec des mobilisations très fortes, jamais vues depuis la dictature des colonels, mais beaucoup de choses se font aussi localement, des assemblées citoyennes dans des petites villes ou des quartiers où des gens se réunissent et cela peut donner lieu à des prises en charge de problèmes concrets, par exemple, de restauration collective mise en place pour aider les gens qui ont des difficultés pour se nourrir. C'est un mouvement qui irrigue la société. Plusieurs nous ont dit aussi que lorsque les premières mesures sont tombées, il y a eu une espèce d'effet de « saisissement », un effet de choc, sûrement voulu par la Troïka et dans un premier temps une grande partie de la population a pensé qu'on ne pouvait pas faire autrement, qu'ils avaient vécu au-dessus de leurs moyens, et que pour que la Grèce s'en sorte, il fallait accepter les mesures.

Aujourd'hui plus personne ne croit que cela va contribuer à sortir la Grèce de la dette. Les économistes les plus officiels dans l'Union européenne considèrent qu'on est à un niveau de mesures insupportables puisque cela touche à la possibilité de se nourrir et de se soigner à une échelle importante. Il y a la conviction que ce n'est pas acceptable, avec un désaveu de la classe politique. Les choses évoluent vite de ce point de vue et tous les repères en termes de formations politiques, de structuration sociale etc. sont en train d'être balayés. Je ne pense pas qu'on soit à la veille d'un soulèvement général, mais la résistance s'installe. En même temps, ils sont toujours dans l'urgence,

car chaque semaine, trois ou quatre lois sont votées qui découlent du mémorandum de la Troïka et donnent lieu à mobilisation. En même temps, ils veulent essayer de construire dans la durée, de mettre en lien tous ces mouvements et résistances.

Dans les prochaines échéances, est-il prévu quelque chose qui pourrait amener à un soutien international ou une convergence avec les mouvements qui luttent un peu partout ?

La délégation a été très bien reçue car cela a permis de montrer que contrairement au discours dominant, la population qui résiste n'est pas isolée et que dans le reste de l'Europe, il se passe aussi des choses et qu'il y a une vision commune sur la responsabilité des banques etc. Il faudrait arriver à des réponses communes aussi en termes de mobilisations. Deux initiatives existaient avant la délégation : une conférence des syndicats, les 29 et 30 mars à Bruxelles, qui est plutôt un espace de débat mais avec l'idée de faire un appel pour une mobilisation dans les mois qui viennent. La proposition d'une action contre la BCE à Francfort du 16 au 17 mai et il y a aussi la possibilité de construire une mobilisation européenne voire internationale à l'automne en Grèce. On l'a mis dans les perspectives, car la Grèce est en première ligne dans les attaques, et en même temps, en Grèce, il est important de ne pas laisser la place au discours nationaliste raciste porté par l'extrême droite et une partie de la droite, disant que la seule solution est le repli, en montrant qu'il existe une convergence des luttes sociales et des réponses alternatives.

Comment vois-tu le soutien à la Grèce ? Nos tâches ?

Les initiatives visibles comme celle du 18 février à travers le monde, ont un très fort écho et contribuent à montrer qu'ils ne sont pas isolés. Il faut aussi donner des infos sur les résistances alors que les médias n'en parlent pas. Il faut déconstruire les idées entretenues concernant l'argent « déversé » en Grèce, montrer que cela avait eu pour fonction de développer les politiques d'importation des pays du Nord.

Aujourd'hui 70% de la nourriture est importée (tomates qui viennent de Hollande). C'est pour le bien de multinationales qui importent en Grèce. Ce n'est pas un problème grec mais de quel type de construction européenne et pour le profit de qui.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/DA)

L'école selon Sarkozy ? Non merci !

Le président-candidat est sur tous les terrains, alliant droitisation et démagogie, et l'école ne fait pas exception. À Montpellier, il a livré ses projets : ils font peur.

L'Éducation nationale a souffert pendant le quinquennat qui s'achève : plus de 60 000 suppressions de postes ; l'aide aux élèves en difficulté, la formation des enseignants sacrifiées ; des réformes qui réduisent l'offre d'enseignement pour les jeunes ; la perte d'une demi-journée d'école dans le primaire...

À deux mois de l'échéance électorale, le président-candidat se dit qu'il lui faut des propositions positives. Sa solution : faire travailler plus les profs pour qu'ils gagnent plus. Mais, une fois encore, c'est un marché de dupes : celles et ceux qui seraient volontaires devraient travailler 45% d'heures en plus (26 au lieu de 18) pour un gain salarial de 20% ! C'est de la pure escroquerie. Sarkozy escompte que certains seront tentés pour limiter un peu leur perte de pouvoir d'achat. Une bonne occasion de diviser les personnels de l'Éducation.

Dans son discours de Montpellier, il est écrit (mais pas répété à l'oral) qu'il renoncerait au non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans le primaire (sans doute en dégradant encore plus le second degré). Proposition presque dérisoire, alors que le « baby-boom » promet une forte progression du nombre d'élèves. Comme la vision sarkozyste de l'Éducation est essentiellement budgétaire, il propose en plus la bivalence (un même professeur enseignerait deux matières dans les débuts du collège) pour faire des économies. La grande majorité des enseignantEs du second degré

refuse cette perspective, mais qu'importe...

IL VEUT CASSER LE SERVICE PUBLIC

Sarkozy ne s'est pas contenté de se livrer à de la démagogie à bas prix. Il n'a pas oublié ses attaques contre les syndicats, accusés d'immobilisme. Il a tonné contre « le carcan de l'Éducation nationale ». Traduction : la droite cherche à casser le service public, comme elle le fait partout. Pour cela, elle a dans ses cartons l'autonomie des établissements. Le ministre Chatel prévoit l'évaluation des enseignantEs par les chefs d'établissement, ce qui a provoqué les journées de grève du 15 décembre et du 31 janvier. Sarkozy veut étendre le système au primaire et relance la vieille idée de la droite du recrutement par les chefs d'établissement, soit la destruction effective du service public.

Mais, le démolisseur ne s'attaque pas qu'aux enseignantEs. Il en veut aussi aux jeunes, à travers le collège unique qui présente certes des défauts, par manque d'aide aux élèves en difficulté. Mais ce que veut Sarkozy, c'est plus d'inégalités : il se propose d'orienter dès la 4^e ceux qui ne suivent pas. En lien avec son projet de développement de l'apprentissage, il y a là une volonté claire de réduire le parcours scolaire de nombre d'élèves, souvent issus des classes populaires, c'est-à-dire de s'en débarrasser... Plutôt que d'aider les élèves en difficulté, c'est à une accentuation de la sélection sociale que l'on assisterait.

POUR RÉUSSIR
DANS LA VIE
PAS BESOIN DE
LIRE LA PRINCESSE
DE CLEVES...



ENCORE MOINS
D'ÉCOUTER LE
ROI DES CONS!!!



TOUS ENSEMBLE, DÉFENDRE L'ÉCOLE PUBLIQUE

Face à ce déferlement de projets réactionnaires, les propositions de François Hollande sont évidemment différentes, d'abord par la volonté affirmée de créer 60 000 postes. Mais le flou demeure sur les conditions de ces créations (prises sur d'autres secteurs de la fonction publique ?) et leur rythme, sur cinq ans, alors même qu'il y a urgence. D'autre part, le PS ne dit pas qu'il reviendra sur les mesures rétrogrades de ces dernières années et reste flou sur l'autonomie des établissements.

Les propositions de la campagne de Philippe Poutou vont dans le sens d'une rupture claire avec les dégradations des années Sarkozy. Nous prônons la création immédiate

de 100 000 postes, correspondant aux pertes enregistrées depuis 2005 et aux nécessités de l'heure. Nous nous prononçons également pour la suppression des diverses réformes qui ont dégradé le service public et l'offre d'éducation durant le quinquennat.

Pour défendre le service public, chasser Sarkozy est indispensable. Mais, pour obtenir satisfaction sur les revendications légitimes des enseignantEs, jeunes, parents, il conviendra de se mobiliser, et ce dès à présent : le ministère tente de faire passer son projet sur l'évaluation des profs avant les présidentielles. Alors, dès ce mois de mars, agissons ensemble, par la grève, contre la carte scolaire et le décret scélérat sur l'évaluation.

Robert Noirel



Par Max Bess

LE 10 MARS : TOUS ET TOUTES DANS LA RUE POUR NE PAS Y VIVRE !

Dans quelques jours, ce sera la fin de la trêve hivernale. Le 15 mars sonne la sinistre reprise des expulsions locatives, l'angoisse pour des centaines de milliers de familles touchées par la précarité, le chômage et la flambée des loyers. Selon le dernier rapport de la Fondation Abbé-Pierre, l'augmentation incontrôlée des loyers plonge des millions de locataires dans la précarité locative : 1 252 000 personnes étaient en impayé locatif en 2006, chiffre à réévaluer largement car la crise économique est passée par là.

Depuis 1999, le nombre d'expulsions locatives avec intervention effective de la force publique a augmenté de plus de 132%. On a dénombré 11 000 expulsions manu militari en 2010. Derrière ces chiffres se cachent des drames humains, ceux des hébergements d'urgence, de la rue et de l'exclusion. D'autres chiffres sont aussi révoltants, le groupe Bouygues annonce fièrement 32 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2011, le groupe Vinci 44 milliards d'euros... La pénurie de logements fait la fortune des actionnaires du BTP et des groupes immobiliers.

Alors samedi 10 mars, à Paris, mais aussi à Lille, Tours, Amiens, Mulhouse, Angers, Lorient et dans bien d'autres villes où des rassemblements et des manifestations sont annoncés, nous descendrons tous dans la rue pour ne jamais y vivre !

Nous descendrons dans la rue pour affirmer le droit au logement, sur le modèle du droit à l'éducation, c'est-à-dire celui d'un droit égal et garanti pour tous et toutes !

Nous battons le pavé pour exiger l'arrêt des expulsions, la construction massive de logements vraiment sociaux et l'application de la loi de réquisition des logements vides seuls à même de répondre à l'urgence de la situation. Pour le droit au logement, comme pour l'ensemble de nos droits, un autre partage des richesses est nécessaire ! Si les grosses fortunes s'exilent en Belgique, en Suisse et ailleurs, tant mieux, nous occuperons leurs immeubles !

Après le MES... une « règle d'or »... pour les capitalistes

L'Assemblée nationale puis le Sénat ont donc ratifié récemment le traité instituant le Mécanisme européen de stabilité. On sait que ce traité a été conçu sous la surveillance étroite de Merkel et Sarkozy. Il s'agit en fait de constituer une sorte de FMI européen, censé venir en aide aux pays de l'Union en difficulté. Ce MES, étroitement contrôlé par la commission européenne, est inséparable du « Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire » (TSCG). En effet, le traité instituant le MES prévoit qu'à partir du 1^{er} mars 2013, pour avoir accès aux aides du MES, un État devra avoir accepté les dispositions sur l'austérité budgétaire contenues dans le TSCG...

Ce dernier met en place l'austérité perpétuelle dans les États de l'Union (la

fameuse « règle d'or »). Signé le 2 mars par 25 des 27 pays de l'UE, il sera soumis à la ratification du Parlement français après les élections. La logique du dispositif est de mettre les pays en difficulté sous le contrôle étroit de Bruxelles pour leur imposer les « recommandations » de la Troïka UE-BCE-FMI.

Pour prendre la mesure de ce qui se trame, quelques chiffres : actuellement, l'Italie a son déficit public à 3,9% du PIB, une dette publique de 120,1%. En Espagne, le déficit a été de 8,5% en 2011, alors que le chômage explose. En clair, c'est une véritable politique de guerre sociale qui serait nécessaire pour respecter la règle d'or dans des pays déjà exsangues...

F. Hollande avait indiqué plusieurs fois son intention de « renégocier » le TSCG et on était en droit de s'attendre à ce que le PS s'oppose à la ratification du

MES, première étape vers l'adoption de la règle d'or. Il en avait le moyen vu sa majorité au Sénat, même si au final, l'Assemblée aurait été amenée à trancher. Fort justement, la sénatrice PS Nicole Bricq, rapporteuse de la commission des finances, a d'ailleurs déclaré voir dans l'adoption éventuelle du MES « l'adhésion à une conception de la politique économique qui privilégie l'austérité au détriment de la croissance ».

Mais ceci n'a pas empêché l'essentiel du groupe PS de s'abstenir, ce qui a permis l'adoption du texte à une forte majorité. La conclusion s'impose : laisser les mains libres aux dirigeants du PS, c'est à coup sûr les laisser passer la règle d'or après les élections. Sans doute est-ce là le « sens » que François Hollande veut donner à l'austérité...

Pascal Morsu



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)



En campagne

Le monde du travail entre en campagne...

À chaque élection, les candidats font le tour des usines pour faire croire aux ouvriers que leur sort leur importe...

À la veille de l'élection présidentielle, les candidats découvrent les usines. ArcelorMittal, Pétroplus, PSA, Lejaby, Photowatt..., ils se relaient au chevet des sites menacés de fermeture, tous plus soucieux les uns que les autres de démontrer leur préoccupation pour l'emploi. Ils voudraient laisser croire qu'ils ont des réponses face aux fermetures d'usines et aux licenciements. En réalité, ils agitent les mêmes slogans creux sur la stratégie ou la politique industrielle, leur patriotisme industriel ou, pour Eva Joly, la réindustrialisation par l'économie verte... Sarkozy, l'ex-candidat de «la valeur travail», de «la France qui se lève tôt» ou celui qui promettait en 2008 le maintien du site de Gandrange qui fut fermé en 2009, a, là encore, la palme du cynisme. La semaine dernière, à peine avait-il annoncé avoir convaincu Mittal de débloquer 17 millions d'euros pour la réouverture du haut fourneau de Florange qu'il y mettait comme condition la reprise de la croissance... Qu'importe, Sarkozy bluffe. Dans son poker électoral, il mise sur quelques coups médiatiques pour tenter de gagner la sympathie d'une fraction de l'électorat ouvrier. Il n'a pas plus de réponses aujourd'hui qu'hier face aux conséquences de la récession engendrée par sa propre politique. Son agitation n'est qu'un écran de fumée pour masquer la réalité : depuis 2009, 900 entreprises ont fermé, 100 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie, le chômage a explosé.

Les politiques d'austérité ne peuvent qu'aggraver cette situation. Il n'y a pas de réponse sans rupture avec elles par le refus de payer les intérêts de la dette, un audit populaire en vue de son annulation, pas de réponse sans rupture avec la politique des classes dominantes et de leurs États. Par leurs résistances et leurs luttes contre les fermetures d'usines et les licenciements, les travailleurs contraignent les politiciens à venir s'expliquer devant eux. Ils les interpellent et les obligent à mettre bas les masques en étalant face à toute l'opinion leur impuissance et leur démagogie. Ils imposent la question sociale au centre de la campagne. Ils interviennent ainsi directement sur le terrain politique. La lutte contre les fermetures d'usine, pour l'emploi, contre le chômage ne saurait se laisser enfermer sur le terrain syndical en abandonnant la politique aux professionnels qui appellent les ouvriers à voter pour eux tous les cinq ans, l'occasion d'une petite visite, d'une tape sur l'épaule et d'un tour à la cantine...

Ils interpellent tous les partis, les mettent face à la réalité de cette société de classe, de la politique des gouvernements de droite ou de gauche, qui depuis 30 ans ont méthodiquement conduit la société dans une impasse et, aujourd'hui, au bord de la banqueroute.

Ils interpellent la droite comme la gauche libérale qui craignent que les luttes défensives sur l'emploi ne convergent, que l'austérité, le développement du chômage, les conditions de vie et de travail de plus en plus difficiles ne débouchent sur une explosion sociale. Par-delà leur rivalité, ces partis font campagne pour convaincre le monde du travail, les ouvriers d'industrie mais aussi l'ensemble des salariés qui, tous, subissent les conséquences désastreuses de la politique de rentabilité financière, de baisse du coût du travail qu'il n'y aurait pas d'autre choix que de se plier aux lois du système.

Cette interpellation, nous la faisons nôtre, nous n'avons d'autre ambition que de nous en faire le porte-parole, d'en formuler les exigences, de les populariser, de convaincre de leur légitimité. C'est le sens même de la candidature de Philippe Poutou, un ouvrier candidat.

Yvan Lemaitre

Quand les vaches regardent passer... les politiciens

Le Salon de l'agriculture a été l'objet de toute l'attention des politiciens candidats à commencer par Sarkozy posant en défenseur des agriculteurs, lui qui défend l'Europe de la BCE, qui organise progressivement la ruine de beaucoup d'entre eux. Le défilé s'est poursuivi avec Bayrou jouant à l'authentique paysan, Le Pen, Joly, Mélenchon, Hollande... Démagogie et course aux voix... Nous publions la déclaration de Philippe Poutou qui s'est refusé à cette foire.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)

Déclaration de Philippe Poutou à l'occasion du Salon de l'agriculture

J'ai fait le choix, à la différence de bien d'autres candidats, de ne pas me rendre au Salon de l'agriculture. Depuis des lustres, c'est une habitude médiatique chez beaucoup de politiciens. Mais à quoi cela les engage-t-il ?

Les agriculteurs traversent une crise terrible. Pas tous sans doute, mais beaucoup de petites et moyennes exploitations sont terriblement endettées, voire au bord de la faillite à cause d'un prix de revient insuffisant. L'agriculture est prisonnière d'un modèle productiviste qui abîme la nature comme les hommes, met en danger leur santé et celles des consommateurs. La course aux hectares et au rendement provoque un endettement insupportable au profit des banques et des marchands de matériel.

Combien d'agriculteurs gagnent moins d'un Smic ? Combien de femmes travaillent au côté de leur mari sans pouvoir se verser même un salaire ? Combien de retraités vivent avec moins de 600 ou 700 euros ? Tout cela parce que ce monde agricole est pris à la gorge par les groupes semenciers, les fournisseurs d'intrants et d'aliments pour bétail, les banquiers... et plus en aval par les industries de l'agroalimentaire et la grande distribution qui leur imposent

des prix iniques.

De tout cela, les partis qui se sont succédé au pouvoir ont tous une responsabilité.

La PAC, la politique agricole commune, est un échec dramatique. Le modèle qui consiste à produire toujours plus pour inonder les marchés à l'exportation, ce modèle qui a surtout favorisé quelques gros céréaliers en particulier, est responsable de la disparition en France de près de la moitié des exploitations ces trente dernières années. Ce modèle tourné vers l'exportation n'est absolument pas conçu pour «nourrir le monde» comme on l'entend parfois. Au contraire, il détruit l'agriculture vivrière dans les pays du Sud à coups de subventions aux exportations afin de vendre sur place à bas prix. Il faudrait au contraire relocaliser les productions afin que tous les peuples accèdent à la souveraineté alimentaire.

La PAC libérale, même avec un peu de vernis vert, est un modèle intenable sur le plan économique, social, écologique !

Le NPA propose pour cette raison une réorientation radicale de la politique agricole. Pour redonner vie à une agriculture paysanne, permettre à des jeunes de s'installer, il faut réformer le foncier, prendre le contrôle des banques, encadrer et contrôler les prix par un coefficient multiplicateur

pour que les agriculteurs puissent vivre de leur travail, augmenter les retraites agricoles. Il faut encourager la coopération pour rendre le travail plus collectif et moins pénible, viser systématiquement la qualité. Le bio, dégagé de ces tentations industrielles, doit être l'objectif vers lequel tendre. Ces objectifs passeront aussi par le développement d'un grand service public apportant un appui technique et économique aux agriculteurs. Ce sont toutes ces mesures qui redonneront aux agriculteurs une vraie liberté dans leur travail.

L'agriculture doit sortir des discussions de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), car les denrées agricoles, tout comme l'eau, ne sont pas des marchandises. Il faut mettre en échec les trusts qui veulent breveter le vivant, imposer les OGM, empêcher les paysans d'utiliser leurs semences comme ils l'ont toujours fait. Nous soutenons évidemment les actions qui pourront être entreprises dans le cadre de ce salon pour alerter le public sur toutes ces questions.

Dans l'agriculture comme partout, ceux qui vivent de leur travail sont les premières victimes de la logique capitaliste. Nous pouvons changer tout cela en nous y mettant tous ensemble.

Philippe Poutou, le 24 février 2012

Perpignan, une campagne antidiscrimination



(DR)

La venue de Philippe Poutou était particulièrement significative dans notre département, un des plus sinistrés en termes d'emploi. Fin 2011, les Pyrénées-Orientales ont même remporté le record de l'augmentation du taux de chômage ! Même l'agriculture est frappée de plein fouet par la crise : comme l'a

rappelé lors du meeting un militant du monde agricole, bon nombre d'exploitants familiaux sont en voie de paupérisation, poussés au désespoir... Licenciements, précarité, misère sociale, le tout sur fond de mépris patronal et de clientélisme politique – le tableau est loin de la vision idyllique qui est faite de ce département, «pays de montagne, de mer, de soleil».

C'est dire combien est nécessaire ici aussi la candidature de Philippe. Voix des sans-voix, notre candidat l'a été particulièrement en rencontrant des chibanis (ci-contre), ces travailleurs retraités que le capitalisme français est allé chercher au Maghreb pour les surexploiter et dont il veut aujourd'hui se débarrasser. Ils se battent pour que soient respectés leurs maigres droits dont l'État veut les spolier et Philippe s'est engagé à relayer leur mobilisation. Le meeting du soir, auquel ont participé 130 personnes, a été une tribune pour les luttes. Y ont pris la parole le porte-parole des chibanis, ainsi qu'une militante d'un collectif qui se mobilise contre un centre pro-Algérie française ouvert par la mairie UMP. Le colonialisme d'hier au service du racisme et de l'impérialisme d'aujourd'hui. Après l'intervention de Philippe, un riche débat a suivi, malheureusement limité par le temps.

Une réussite qui en appelle d'autres, plus grandes encore.

Correspondant

Quartiers populaires : discriminations à tous les étages

Par l'intermédiaire de l'association AClefeu, qui a investi des locaux rebaptisés « ministère de la crise des banlieues », leurs habitantEs se sont invitéEs dans la campagne qui passait jusque-là loin des quartiers populaires.

Avec sa super idée du Ministère de la crise des banlieues, AClefeu a mis le feu aux fesses de la presse et des candidats présidents : pendant quelques jours, les quartiers populaires ont fait la une... assez vite remplacés par les vaches du Salon de l'agriculture ! Avec des ressemblances entre les quartiers et la majorité de petits exploitants : pauvreté, populations oubliées, territoires massacrés, promesses et tables rondes... Mais le train de la politique passe loin des banlieues qui votent peu : 15% n'ont pas de carte d'électeur, contre 7% en moyenne nationale, et des records d'abstention, jusqu'à 70% et plus. AClefeu s'est bougé en novembre pour convaincre jeunes et moins jeunes des quartiers de s'inscrire sur les listes électorales pour que « l'avenir ne se décide pas sans la voix de la banlieue » et comme on le lisait sur les affiches du Ministère de la crise : « Pour une politique choisie et non subie ». Une grande part des quartiers populaires sont identifiés et étudiés comme « zones urbaines sensibles », les ZUS* ; les chiffres ainsi recueillis donnent une idée de la vie quotidienne dans nos quartiers. 4,4 millions d'habitants dans les ZUS (8 millions dans les QP). Une personne sur trois a moins de 20 ans, contre près d'une sur quatre dans les aires urbaines environnantes. En 2009, 32,4% des habitantEs vivaient sous le seuil de pauvreté, soit 2,7 fois plus que dans leurs agglomérations (revenu fiscal par habitant : moitié moins qu'ailleurs en ville) ; en 2010, le taux de chômage y atteignait en moyenne 20,9%. Un élève sur quatre y est orienté vers un BEP ou un CAP (un sur cinq ailleurs) orientation motivée par le lieu d'habitation et l'origine étrangère plus que par les résultats scolaires... et ceux qui ont bac+ 3, 4 ou plus ont beaucoup plus de mal à trouver un emploi quand ils sont asiatiques, noirs ou arabes. Et une surprise pour certains : la délinquance est moins importante en ZUS que dans leurs environs. Jeunes, pauvres, précaires ou sans-emploi ; accès difficile à des services publics dégradés, à la santé, à la culture, aux transports... De quoi rendre « sensibles » !

À cette accentuation, à la concentration dans un même lieu des problèmes causés par 30 ans de politiques libérales, s'ajoute une dimension dont certains se servent pour faire oublier ces problèmes : les habitantEs des quartiers sont souvent d'origine étrangère ou FrançaisEs issuEs des colonies. Guéant vient de résumer cette politique raciste : « Accepter

le vote des étrangers conduirait à ce que des conseillers municipaux étrangers rendent obligatoire la nourriture halal dans les cantines ». Un concentré de bêtise et d'islamophobie ! Voir aussi un rapport de son ministère sur « les bandes de jeunes », qui « explique » un « reflux en été » par « les départs estivaux hors du territoire national de certains jeunes ».

Discriminations pour l'accès à l'emploi et au logement, contrôles au faciès incessants, humiliations, tutoiement, harcèlement policier, tirs au flashball et au Taser, survols en hélicoptère, déploiement de forces spéciales... Sarkozy et son gouvernement ont lancé contre les quartiers une véritable guerre policière. Les nombreuses victimes de violences policières (toujours impunies) ne sont que la face visible de ce que vivent au quotidien les habitantEs des quartiers dans l'indifférence générale. Notre premier engagement est de continuer à batailler, entre autres avec les comités Vérité et justice qui se créent autour de victimes de violences policières, batailler pour rompre cet isolement, redonner le sens de l'unité de toutes les victimes du capitalisme à ceux qui à gauche l'ont un peu oublié.

Premières exigences :

- abroger toutes les lois sécuritaires et dissoudre la BAC ;
- débusquer et empêcher les pratiques racistes dans l'accès au logement, à l'emploi et aux loisirs.

Plan d'urgence sociale pour les quartiers :

Il faut des mesures spécifiques pour les quartiers, prenant en compte les discriminations, et s'ajoutant au plan d'urgence avancé par le NPA, avec d'abord et avant tout un emploi avec un contrat durable et un vrai salaire.



Ce doit être un plan national, avec obligations de résultat, qui ne se contente pas de distribuer des subventions aux villes et associations de bonne volonté. Chaque habitantE de ce riche pays doit voir ses besoins satisfaits de la même façon, quel que soit l'endroit où il/elle vit, quel que soit le pays où sont nés ses grands-parents.

- développement et extension de tous les services publics ; rétablissement des Rased, extension des ZEP, programmes contre le « décrochage scolaire » ;
- rétablissement et augmentation des subventions aux associations de terrain et aux politiques de prévention ;
- programme massif de construction de logements sociaux ; programme et fonds publics pour sauver les copropriétés dégradées (comme le fameux Chêne-pointu de Clichy-sous-Bois) ; arrêt de l'Anru et des démolitions de logements sociaux ; arrêt des expulsions sans vrai logement.

Un plan d'urgence pour et par l'unité de tous les exploités !

Isabelle Guichard et Miguel Segui

À lire, les propositions d'AClefeu : <http://issuu.com/emanach/docs/propositions2012/1>
* <http://www.onpes.gouv.fr/Observatoire-national-des-zones.html>

Tonnerre de Brest : on ne lâchera rien !

Meeting réussi à Brest ce mardi 28 février : un peu plus de 130 personnes, un public attentif et d'âge varié, des connaissances, bien sûr, mais aussi des têtes inconnues, un milieu qui s'était parfois éloigné mais qui a saisi cette occasion pour renouer les liens. De quoi redonner le moral au petit groupe de camarades qui tente contre vents et marées de mener la campagne sur place.

La tribune était à l'image du public souvent très populaire, les questions très politiques. L'occasion de préciser notre appréciation du PS comme du Front de Gauche, ce qui nous rassemble et nous différencie. Sans avoir toujours besoin d'aller très loin : il suffit de voir ce qui se passe dans les conseils régionaux !



En plus de l'intervention de Philippe, deux éclairages ont été apportés depuis la tribune sur les politiques sécuritaires menées par Sarkozy depuis cinq ans et les différentes luttes menées dans la région. Une manière de conclure une journée riche en rencontres militantes.

DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS ET DE L'EMPLOI PRIVÉ

Dans la journée, un premier détour s'était imposé de lui-même, celui de Carhaix. La lutte exemplaire des usagers, des personnels, et des élus avait permis en 2008 de sauver le service de maternité et un service de chirurgie. Des fermetures qui par voie mécanique en auraient entraîné bien d'autres comme l'a rappelé une cadre-infirmière lors de notre visite, insistant sur la modernité de cet hôpital comme sur l'enjeu réel des attaques : non pas faire des économies, mais donner au privé une partie des activités abandonnées par l'État !

Dans la délégation se trouvait également un des nombreux maires des villages environnants, en tête des manifestations, qualifié rapidement de « parrain » puisque... d'accord pour parrainer Philippe, après l'avoir fait pour Olivier !

De retour à Brest et après un passage à la télévision, une autre rencontre importante a eu lieu avec des syndicalistes de la Sobrena,

l'une des principales boîtes de réparation navale. Ils sont venus accompagnés du secrétaire de l'union locale CGT jusqu'au local du NPA pour expliquer la bagarre qu'ils mènent afin de sauver 250 emplois (près d'un millier si on compte les emplois induits). Au moment où Sarkozy multiplie les effets d'annonce à Lejaby ou à Pétroplus, les syndicalistes ont insisté à juste titre sur un aspect essentiel : il faut des repreneurs mais pas à n'importe quel prix, pas pour dynamiter le droit social sous prétexte d'échapper au pire.

DÉFENSE DE L'ENVIRONNEMENT

En Bretagne on se souvient de la lutte de Plogoff qui permit de faire reculer l'État sur un projet de centrale nucléaire. Une autre lutte d'importance est en train de voir le jour contre un projet de centrale électrique au gaz, susceptible de rejeter près de 4000 tonnes de CO₂ chaque jour. Le gouvernement et le président de région viennent de signer un accord avec Siemens.

Une association, Gaspard, a vu le jour, suscitant une réelle mobilisation de la population et une participation active du NPA local. La rencontre avec Philippe était donc toute naturelle. Une autre facette du programme que nous voulons défendre à cette élection, et pas des moindres !

Jean-François Cabral

MEETINGS AVEC PHILIPPE POUTOU

Vendredi 9 mars, Nîmes.
Réunion publique à 19 h 30, Centre Pablo-Neruda, place Hubert-Rouger.

Mardi 13 mars, Chambéry.
Réunion publique à 18 h 30, Espace Pierre-Cot, quai des Allobroges.

Jedi 15 mars, Limoges.
Réunion publique à 18 h 30, salle Jean-Pierre Timbaud (derrière la mairie).

Vendredi 16 mars, Alençon.
Réunion publique à 20 h 30, salle Baudelaire, rue Porchaine.

Mardi 20 mars, Valence.
Réunion publique à 19 heures, Parc des Expositions de Valence. Salle espace, 16 avenue Georges-Clemenceau.

Mercredi 21 mars, Grenoble.
Réunion publique à 20 heures, Maison du tourisme, 14, rue de la République.

Lundi 26 mars, Clermont-Ferrand.
Réunion publique à 20 heures, salle Duclos, 21 rue Gaspard-Monge.

AVEC CHRISTINE POUPIN

Vendredi 9 mars Saint-Brieuc.
Réunion publique à 20 h 30, Maison du temps-libre rue du Maréchal-Foch.

Jedi 15 mars, Fagniers-Ternier.
Réunion publique à 20 h 30, Foyer Carnegie, place Carnegie.

AVEC OLIVIER BESANCENOT

Vendredi 9 mars Montreuil.
Réunion publique à 20 heures, école Kergomard, 34 rue Robespierre (M° Robespierre).

Mardi 13 mars, Gérardmer.
Réunion publique à 20 h 30. Salle des Armes 48, rue Charles-de-Gaulle.

Mercredi 14 mars, Cahors.
Réunion publique à 20 h 30 Salle de la Mémoire du 20^e Siècle, Terre Rouge.

Lundi 19 mars, Saint-Étienne.
Réunion publique à 19 heures Amicale Laïque de la Chaléassière 9, rue Jean-François Révolier (angle rue Barroin et rue Bergson).

Mercredi 21 mars, Evreux.
Réunion publique à 20 heures, salle Jules-Janin 6, boulevard Jules-Janin.

MÉDIAS

Jedi 8 mars, Philippe Poutou,
Canal +, Le grand journal, à 19 h 07.

Vendredi 9 mars, Philippe Poutou,
France Info, de 8 h 15 à 8 h 25.

À SUIVRE SUR www.poutou2012.org

LES FEMMES FA

À l'occasion du 8 mars, journée internationale des femmes, nous revenons sur les effets de la crise pour les droits des femmes. Il est essentiellement question ici des conséquences des politiques d'austérité imposées aux peuples européens par les gouvernements appuyés par le FMI. En effet, la crise des dettes publiques crée un effet d'aubaine, donnant à la Troïka et à ceux qui servent ses intérêts le prétexte rêvé pour démanteler les droits et les acquis sociaux dont jouissaient encore les salariéEs et les chômeurEs en Europe. Les femmes sont les premières victimes de ces politiques, qui aggravent encore les inégalités antérieures, soit directement en termes de salaires et d'emploi, soit indirectement par le biais du démantèlement des services publics. La crise, combinée à la crise écologique, a bien d'autres effets sur les femmes, dont nous ne traiterons pas dans ce numéro. Les migrations internationales se féminisent. Les femmes sont évidemment poussées à migrer pour les mêmes raisons que les hommes, pauvreté, impact de l'ajustement structurel, etc., mais la plupart des femmes partent à la recherche de meilleures conditions de vie tout en assumant la responsabilité de la survie économique de leurs familles. Elles sont aussi les premières victimes des déplacements liés à des catastrophes écologiques, des famines ou des épidémies, des problèmes de déforestation et de raréfaction de l'eau, puisque la responsabilité de l'approvisionnement leur est en général dévolue. La crise financière mondiale combinée aux récentes spéculations alimentaires produisant des hausses de prix des produits alimentaires, est lourde de conséquences pour les femmes des pays pauvres et leurs enfants : accroissement de la mortalité infantile et de la déscolarisation des filles et diminution des revenus. La crise écologique n'est pas réservée aux pays en développement. Les problèmes de pollution et d'alimentation touchent de plus en plus d'enfants, impliquant des effets importants sur la vie professionnelle des femmes avec des maladies à répétition. Nous aurons sans doute l'occasion de revenir sur ces sujets. Cette situation produit évidemment des résistances de femmes, qui s'organisent localement ou nationalement. C'est notamment le cas en Grèce, comme l'explique Sonia Mitralias ci-après. Reste maintenant à faire converger ces résistances !



Paris le 5 novembre 2011. Manifestation contre les violences faites aux femmes. (PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

Services publics

Les politiques d'austérité s'appuient, pour réduire les dépenses de l'État, sur les coupes budgétaires dans les services publics et la protection sociale. La première phase de la crise avait pourtant montré à quel point les pays dotés d'un niveau encore élevé de protection sociale avaient été préservés de la crise, les restes d'État social jouant le rôle d'amortisseur. Du côté des services publics, les femmes sont concernées à double titre. Elles subissent leur démantèlement comme salariées, puisqu'elles sont majoritaires dans ces secteurs, qui connaissent des suppressions d'emplois massives. Au Royaume-Uni, les femmes représentent 65 % des employés du secteur public et elles supporteront l'essentiel des 400 000 suppressions de poste annoncées pour les quatre prochaines années. En France, la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire en retraite sur deux a abouti à la suppression de 150 000 équivalents temps plein entre 2008 et 2012. La santé et l'éducation, particulièrement touchées, sont deux secteurs très féminisés, qui constituaient de plus un débouché pour les jeunes femmes diplômées. S'ajoutent à ces suppressions d'emploi la baisse des salaires des fonctionnaires imposée dans nombre de pays comme la Grèce ou l'Irlande. Mais les femmes sont également touchées en tant qu'usagères des services publics. En effet, la division sociale et sexuelle du travail fait que l'essentiel des tâches domestiques, parentales ou d'aide aux personnes dépendantes reviennent aux femmes. Lorsqu'en France des classes de maternelle ferment, cela augmente automatiquement la charge de travail des femmes. S'ajoute également la fermeture de maternités ou de centres IVG ou des aides aux familles.

Protection sociale, retraites

Les gouvernements européens taillent également dans les budgets consacrés à la protection sociale. Les montants et les durées d'allocation diminuent, qu'il s'agisse de l'assurance chômage ou des allocations aux familles. Les services sociaux sont amoindris. Le mécanisme est le même que pour les services publics : les femmes se retrouvent pénalisées comme principales responsables de leur famille, alors même qu'elles ont pour beaucoup d'entre elles des revenus faibles et un emploi précaire. Pas besoin d'être grand clerc pour imaginer la suite du film, puisqu'on assiste à un remake des politiques imposées par le FMI aux pays du Sud dans les années 1980. Les conséquences ont été très négatives pour les femmes : obligées d'assurer les services qui n'étaient plus pris en charge par l'État et la collectivité, elles ont vu leur temps de travail dans la sphère privée fortement s'allonger, souvent au détriment d'un travail rémunéré. Les coupes dans les prestations sociales auront à court terme des conséquences désastreuses sur l'emploi des femmes.

L'importance des inégalités entre hommes et femmes avait été rappelée et vivement dénoncée durant la mobilisation contre la contre-réforme des retraites en 2010 en France. Celle-ci, de même que tous les plans du même type dans les autres pays européens, aggravent encore la situation. Les mesures d'allongement de durée de cotisation signifient une baisse des pensions pour tous, mais elles touchent de manière disproportionnée les femmes, puisqu'un taux beaucoup

plus fort de femmes que d'hommes devra soit prendre sa retraite à un âge plus tardif, soit subir une décote plus forte, puisqu'elles sont en moyenne encore plus loin que les hommes de la durée exigée. En outre, la tendance, générale en Europe, à la privatisation et à l'individualisation des pensions signifie la disparition de la part redistributive des systèmes par répartition, qui permettait de corriger, de manière très insuffisante, les inégalités entre hommes et femmes.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/TAOUS)

FACE À LA CRISE

Journée mondiale des femmes

À Paris, manif à 18 heures à Nation



Chômage, sous-emploi

Dans un premier temps, la crise financière a produit un chômage qui concernait majoritairement les hommes, parce que les premiers secteurs touchés étaient majoritairement masculins (bâtiment, industrie automobile, transports) – secteurs qui concentrent aussi les principaux plans de relance. Dans les pays industrialisés, entre 2007 et 2010, le chômage des hommes a donc davantage augmenté que celui des femmes, le dépassant même temporairement. Cependant, dans la seconde phase de la crise, ce sont les secteurs féminisés qui trinquent, secteur des services, santé, éducation... De plus, plus précaires, les femmes sont davantage touchées par les effets de la précarité et notamment le non-renouvellement des CDD. Les situations sont évidemment variables d'un pays à l'autre. Comme le souligne Christiane Marty¹, de la commission «genre et mondialisation» d'Attac, en France, c'est dès 2010 que le taux de chômage des femmes est redevenu supérieur à celui des hommes.

Mais on ne peut se contenter de rendre compte de l'évolution du chômage sans aborder la question du sous-emploi et du temps partiel. Or le taux d'emploi des femmes à temps partiel a fortement augmenté notamment en France, en même temps que croissait le chômage des femmes en activité réduite. La crise a également entraîné la multiplication de contrats précaires, aux horaires courts et très bas salaires, qui concernent majoritairement les femmes, et notamment les migrantes. En Grèce, le dernier plan d'austérité prévoit pour tous les emplois le passage à temps partiel sur simple décision de l'employeur. Il faut noter que, face à ces tendances, nul ne parle de compenser les effets de la réduction du temps de travail des femmes, comme c'est le cas par exemple dans l'automobile. Le chômage des femmes est donc encore considéré comme moins grave que celui des hommes ! Mais la précarisation du marché de l'emploi n'est pas une réponse conjoncturelle aux problèmes économiques immédiats : la crise en ce domaine ne fait qu'aggraver et accélérer les tendances antérieures.

1. Les chiffres évoqués dans ce dossier sont en grande partie tirés des articles de Christiane Marty, que nous remercions chaleureusement : www.france.attac.org/archives/spip.php?auteur750

Salaires, pauvreté

La crise a également un net impact sur les salaires. L'OIT constate, dans son rapport annuel sur le sujet, que la croissance des salaires a été divisée par deux en 2008 et 2009, avec des conséquences évidentes sur le pouvoir d'achat. L'impact est plus fort sur les bas salaires, avec le risque de basculement dans la pauvreté. Or les femmes sont majoritaires dans la catégorie des travailleuses pauvres, et ce de manière universelle. Les femmes constituent même la majorité des employés à bas salaire dans la plupart des pays, alors que leur taux de participation au marché du travail est habituellement plus bas que celui des hommes.

La pauvreté s'aggrave à l'échelle mondiale. Le BIT l'admet sans détour : « Bien que la crise économique ait démarré dans les pays développés, ce sont les populations pauvres et vulnérables des pays en voie de développement, en particulier les femmes, qui souffrent de l'impact et des conséquences de la crise ». En Europe, les écarts de pauvreté entre hommes et femmes persistent, certaines catégories étant particulièrement fragilisées, femmes âgées, mères célibataires etc. En France, les organisations humanitaires notent que la pauvreté se féminise encore sous les coups de la crise.

Femmes d'Europe, solidarité avec les femmes grecques !

Entretien avec Sonia Mitralias, membre fondatrice de l'Initiative des femmes grecques contre la dette et les mesures d'austérité, ainsi que du Comité grec contre la dette.

L'Initiative des femmes grecques contre la dette et les mesures d'austérité a fait sa première apparition publique le 8 mars 2011, pour la journée internationale des femmes. Qu'est-ce qui vous a poussé à prendre cette initiative ?

D'abord, c'est le fait que ceux qui composent la tristement célèbre Troïka, c'est-à-dire le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne, nous imposent des mesures et des politiques qui non seulement appauvrissent mais aussi détruisent la société grecque. Ces mesures, encore tout à fait inimaginables hier, constituent un tournant historique dans l'histoire de l'Europe contemporaine. Elles préfigurent désormais notre destin à toutes et tous en Europe. Leurs conséquences ? La vie dans la pauvreté absolue, le chômage, la violence et l'angoisse constante pour la survie.

Quelques femmes, provenant de la Marche mondiale des femmes grecques, en ont pris l'initiative après le traitement de choc imposé par la Troïka. Au début, on était sidérées, incapables de réagir parce que nous avons senti ce que ressentent les femmes violées face à leur bourreau. Par sa « stratégie du choc », une technique de terreur et de violence, la Troïka veut nous imposer sa toute-puissance, veut nous utiliser comme cobayes pour mesurer nos résistances. En somme, ils ont transformé la Grèce en laboratoire européen de l'application de leurs politiques barbares.

Mais pour nous, femmes, il y a pire. En plus de tout ce que nous partageons avec l'ensemble de la population grecque, les politiques de la Troïka nous visent tout spécialement, nous saignent « en toute priorité ».

Pourquoi les femmes sont-elles spécialement visées par les mesures d'austérité de la Troïka ?

La destruction et la privatisation des services publics imposées par la Troïka sont aujourd'hui synonymes pour des millions de femmes grecques de la prise en charge par elles-mêmes des tâches sociales antérieurement assumées par l'État. Concrètement, les femmes grecques sont maintenant obligées de se substituer à pratiquement tous les services d'utilité publique, à tout l'État providence mis à genoux et démantelé par les politiques de la Troïka. Ce sont elles qui assurent à la maison, en famille, les tâches autrefois assumées par les jardins d'enfants, les hôpitaux, les hospices, les caisses de chômage, les asiles psychiatriques, et même par la Sécurité sociale. Au moment où les jeunes et les moins jeunes (même de 40-45 ans !) sont obligés de revenir vivre chez les parents parce qu'ils/elles sont chômeurEs (50%, unE sur deux !) et ne peuvent plus payer leur loyer, leur électricité, leur nourriture, ce sont leurs mères et leurs sœurs qui sont contraintes de les nourrir, de soigner chaque jour leur état physique mais aussi psychique. Et tout cela absolument gratuitement ! Les énormes sommes ainsi épargnées par les pouvoirs publics vont directement au paiement de la dette. Vous pouvez alors imaginer ce que ce surplus quotidien de travail représente pour ces millions de femmes comme fatigue physique et mentale, comme tension nerveuse et vieillissement précoce. Il s'agit d'un véritable « hold-up du siècle » qui n'est jamais mentionné, dont personne ne parle. C'est d'ailleurs pourquoi on le camoufle sous l'emballage idéologique d'un retour à la prétendue solidarité familiale et à la véritable « nature » de la femme qui la veut au foyer, dévouée à sa mission de mère et d'épouse ! En somme, on assiste là à une offensive bien organisée de la pire réaction patriarcale qui scelle ainsi les noces du capitalisme néolibéral avec le patriarcat moyenâgeux !

Qu'avez-vous déjà réalisé ?

Au début, nous avons participé à des mobilisations contre les conséquences des mesures d'austérité. Nous nous sommes battues aux côtés des parents contre la fermeture des écoles ou revendiquant des livres scolaires et du chauffage pour leurs enfants. Aujourd'hui, c'est ce mouvement de parents d'élèves qui organise la distribution de lait et de sandwiches aux élèves, qui, souffrant de malnutrition, s'évanouissent dans les classes (10% des élèves connaissent de telles carences nutritives).

Ce qui a marqué le développement de notre Initiative a été notre participation active à la Conférence internationale contre la dette, organisée avec succès à Athènes par la Campagne grecque d'audit citoyen de la dette publique (6-8 mai 2011). Juste après, a démarré le mouvement des IndignéEs grecQUEs (Aganaktismeni) qui a balayé tout le pays pendant trois mois. Notre Initiative y a participé et notre grande banderole a longtemps flotté au cœur de la place Syntagma, juste devant le Parlement grec...

Quelles sont vos activités ?

Tout récemment, nous avons conduit une grande campagne contre la décision du gouvernement de faire payer (1 000 euros) l'accouchement et surtout contre le refus de certains hôpitaux d'accoucher des femmes qui ne pouvaient pas payer ! Notre campagne dénonçait le fait que le gouvernement donne la priorité au remboursement des banques et des autres créanciers et non à la satisfaction des besoins élémentaires de sa population. En somme, nous expliquions que deux tiers du budget vont au paiement de la dette, et alors il n'y a plus rien pour la santé, l'éducation, les services sociaux. Ce n'est pas un hasard si notre campagne – qui continue – a eu un grand succès...

Notre combat ne sera pas facile. Mais on n'a plus le choix. Des millions de femmes grecques doivent lutter maintenant pour leur survie. Votre solidarité, la solidarité de toutes les femmes, leur est précieuse et même vitale. Manifestez-la maintenant...
Propos recueillis par une correspondante





<http://partageux.blogspot.com>

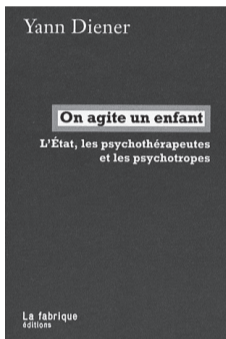
Petit blog bien sympathique animé par ceux qui se sont confiés pour mission de rencontrer des personnes cabossées par notre société libérale pour leur donner la parole, de manière tout à fait anonyme. Réactions à l'actualité, extraits de livres, ici on chronique la vie avec tout ce que cela peut contenir en matière de violence sociale. Si tout peut être critiquable ou discutable, cela a au moins le mérite de contribuer à la liberté d'expression de ceux qui n'ont plus vraiment voix au chapitre. À lire au détour d'un surf sur internet...

l'essai

ON AGITE UN ENFANT

YANN DIENER

La Fabrique
122 pages
10,50 euros

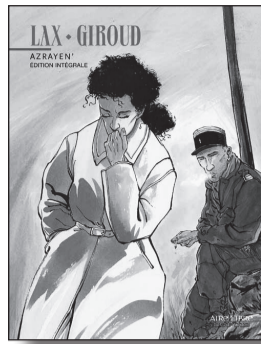


Yann Diener est psychanalyste à Paris et exerce dans un Centre médico-psychopédagogique (CMPP) où l'on peut venir consulter pour un enfant qui souffre d'énurésie ou qui a été signalé par son enseignant comme « agité ». Dans son livre qui n'est pas réservé aux psychanalystes, l'auteur interroge plusieurs aspects de sa pratique et les changements survenus ces dernières années. Comme dans bien des secteurs, il rend compte de cette volonté d'économiser sur le dos du service public tout en infligeant des évaluations. Économie pour mettre en coupe réglée une profession qui refuse d'être assujettie au résultat. Sous ce vocable et sous cette nouvelle langue médico-sociale, les agences de santé exigent des résultats là où il n'y a souvent pas moyen de quantifier les choses. L'humain résiste avec ses symptômes à cette attaque libérale ou tente de délivrer la parole enfermée chez les praticiens. En 2009, une circulaire de l'Éducation nationale créait un nouveau sigle pour les enfants : les HP, enfants « hautement perturbateurs ». Un nouveau trouble déficitaire de l'attention avec hyperactivité est aussi né dans les bras de l'industrie pharmaceutique. Devant la volonté autoritaire de l'État de classer sous le vocable handicapé un enfant qui consulterait plus de six mois, Diener souligne « la dimension de rébellion qu'il y a dans le symptôme tandis que le handicap est la construction d'une institution. » Il rappelle que depuis des années la profession est désormais obligée de nommer sa maladie au patient devenu client. Si l'axe du travail de Diener est l'enfant hyperactif, c'est pour mieux montrer l'absurdité de ce vocable comme le moyen mis en œuvre pour sa disparition, la Ritaline, médicament prescrit aux enfants nommés hyperactifs.

En visite à Marseille, Yann Diener raconte : « dans notre métier les glissements sémantiques sont légion comme plan de licenciements qui devient plan social ; on édulcore pour mieux faire passer la violence libérale. [...] Je voulais montrer comment le changement de vocabulaire modifiait les pratiques. » On agite un enfant, Diener agite des idées.

Christophe Goby

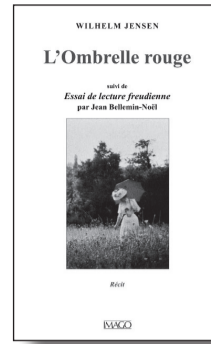
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



BD
AZRAYEN' – Édition intégrale
Lax et Giroud

Dupuis / 23 euros
50 ans après les accords d'Évian de 1962, la France n'a toujours pas fait son travail d'introspection sur la sale guerre. Cette BD aborde le problème de fond. Azrayen' raconte l'enquête menée par des militaires français en 1957 pour retrouver une compagnie entière, mystérieusement disparue au cœur des montagnes kabyles. Un homme est l'objet de toutes les recherches. Pour l'armée, il est le lieutenant Messonnier. Pour Taklit, la jeune institutrice berbère, il est Francis, l'amour de sa vie. Pour les Kabyles, il est Azrayen, l'ange des ténèbres. Superbe récit pour dire l'absurdité et l'horreur de la guerre coloniale magnifiée par le dessin tranchant de Lax, plein d'acuité et d'humanité, qui déclare : « Lorsque les villages sont détruits sur fond de brasier et de youyous tragiques, les yeux des enfants ne rient plus, ils sont devenus durs, impitoyables. La guerre était perdue. »

Sylvain Chardon



LIVRES
L'OMBRELLE ROUGE

Wilhelm Jensen
Traduction et postface :
Jean Bellemin-Noël

Imago / 18 euros
Si le public français peut aujourd'hui lire ce texte qui n'a jamais été réédité, même en allemand, depuis 1892, c'est évidemment grâce à Freud et à son extraordinaire *Délires et rêves dans la Gradiva de Jensen*, signalant l'intérêt « métapsychologique » de deux autres courts romans du même auteur, *Dans la maison gothique* (écrit en 1901, traduit chez Gallimard en 1999) et le présent récit, bel exemple d'« autoanalyse », comme souligne son excellent traducteur. Au travers de ses quelque 140 volumes, Jensen (1837-1911), matérialiste et athée mais nationaliste, sut plaire à l'Allemagne bismarckienne par ses ambiances néo-romantiques très éloignées de ce qui se jouait alors dans ce pays, décalage formant aussi un des principes de ses récits. C'est ce qui les rend étranges, charmants, légèrement inquiétants, et *L'Ombrelle rouge* est également à lire pour ces plaisirs-là.

Gilles Bounoure



MUSIQUE
RANGARANG

pre-revolutionary iranian pop
Vampisoul/differ-ant

L'Iran a existé avant de devenir une république islamique autoritaire. Le régime du Shah ne valait sans doute guère mieux mais il s'y est développée une vie culturelle extrêmement riche et surtout ouverte sur une modernité occidentale qui a depuis disparu de la musique iranienne. Si les esthètes collectionneurs ont déjà largement permis d'en redécouvrir les marges psychédéliciques ou rock, cette nouvelle compilation sucrée (et son livret gavé de photos délicieusement kitch) comme un disque de Paul Anka, propose une inestimable sélection du versant le plus grand public et pop. L'occasion d'entendre en Farsi des airs et des mélodies qui semblent alors dominer tous les hit-parades du monde. Richard Anthony (par ailleurs né au Caire d'un père syrien) made in Téhéran, cela ne se rate pas.

King Martov



MUSIQUE
84

R.A.S.
Euthanasie Records

Groupe météorique de la première scène Oi parisienne du début des années 1980, R.A.S. est notamment entré dans la légende urbaine après un concert dans la ferme d'Émerainville, où une délégation de skins fachos s'en est pris violemment à eux. Leur brève existence se heurta ainsi très vite à la dérive politique du mouvement skinhead en France, et leur existence se limitera malheureusement à un album et un 45t, aujourd'hui réédités. Fondée entre Bois-Colombes et Asnières, cette fine équipe banlieusarde incarna une certaine idée du street punk à la sauce hexagonale, un rock de bitume, de stade et de gare du Nord, davantage que de boîtes branchées et de beaux-arts. Et si beaucoup entretiennent le mythe, ils pourront donc désormais enfin écouter les quelques morceaux de cette excellente formation qui essaya, comme le chantèrent leurs contemporains de Wunderbach, de conjurer la terrible malédiction française « Paris n'est pas Londres, Colombes pas le east-end ».

K. M.

LIVRES L'autonomie ouvrière en Italie

Dans son livre *Autonomie ! Italie, les années 1970*, Marcello Tari raconte et analyse la lutte émancipatrice du prolétariat italien. Un outil indispensable pour tenter de reproduire cette expérience aujourd'hui.

Il était une fois un pays où des ouvriers en colère défilaient dans les usines, à leur tête les plus jeunes avaient « le visage masqué par un foulard rouge, qui punissent les chefs, les gardiens, les jaunes et les indics, cassent les machines, sabotent les produits finis... »

L'« autonomie » est le produit de la rencontre aux portes des usines de Gênes, Milan, Turin ou de la zone industrielle de Venise (Porto Marghera), d'étudiants radicalisés et de prolétaires jeunes et souvent immigrés (comprendre venant du sud de la Péninsule), sur fond théorique de ce que l'on appelle l'opéraïsme, rencontre qui donnera naissance à ce mouvement multiforme. Celui-ci se heurte d'emblée à la structure managériale des entreprises, en produisant des formes de lutte très radicales dans les usines, mais aussi aux structures « classiques » du mouvement ouvrier : syndicats et partis de gauche dont le plus important est le Parti communiste italien.

Le livre part de 1973, année de la crise pétrolière, d'une inflation importante en Italie, d'un début du processus de recomposition du capitalisme industriel, d'un impérialisme américain en crise (péninsule indochinoise) mais toujours capable de frapper ses adversaires (coup d'État au Chili et création de la Tricontinentale).

S'ensuivront quatre années de métamorphose d'un mouvement qui sort des usines pour affronter le(s) pouvoir(s) sur le territoire urbain : auto-réductions dans les transports, des loyers, réappropriation collective des

marchandises dans les supermarchés, etc. Le mouvement se transforme aussi de l'intérieur par la multiplicité des débats qui le traversent : féminisme et homosexualité contre le « machisme » ouvrier, vie commune en collectifs, fêtes gratuites... Du « communisme impur » entre « Marx, l'anti-psychiatrie, le mouvement Dada », etc., et qui se heurtera à la machine d'État, piégé par le glissement vers la lutte armée au sortir de 1977, lutte qu'il ne pouvait que perdre !

C'est ce que raconte ce livre, qui ne prétend pas bien sûr épuiser le vaste sujet de l'histoire des années 1970 en Italie, mais qui permet enfin au public français d'avoir accès à quelques informations capitales pour comprendre ce que furent ces années où des milliers de femmes et d'hommes « partirent à l'assaut du ciel ». Le communisme, pensaient-ils, est une fête collective : on ne peut, sur ce point-là, que leur donner raison ! Pour la lectrice et le lecteur qui souhaiteraient pousser un peu plus loin, deux ouvrages indispensables sont parus il y a déjà quelques temps, aux Éditions Les Nuits rouges :

- *La Fiat aux mains des ouvriers, l'automne chaud de 1969 à Turin*, de Diego Giachetti et Marco Scavino, 2005. Ces deux historiens expliquent la genèse du mouvement.
- *La Garde rouge raconte, histoire du comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)*, d'Emilio Mentasti, 2009. Cet ouvrage donne un aperçu du climat dans certaines entreprises et du niveau de radicalisation atteint !

Louarn Du

Marcello Tari

Autonomie !

Italie, les années 1970

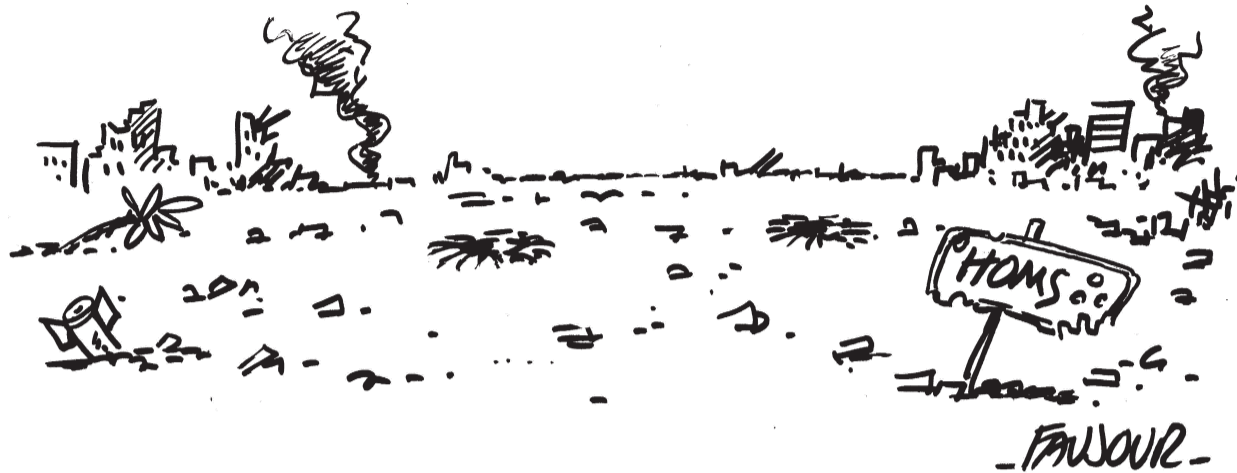
La Fabrique
éditions

Autonomie ! Italie, les années 1970, Marcello Tari, La Fabrique. Traduit de l'italien par Étienne Dobenesque.

La révolution syrienne a un an

L'armée syrienne a investi le quartier de Baba Amro à Homs le 1^{er} mars après un mois d'encercllement et de bombardements. La résistance de la population ne s'est pas fait attendre, partout dans le pays.

SYRIE : LE DÉSERT AVANCE



L'oligarchie au pouvoir a présenté la destruction de Baba Amro comme une grande victoire contre « les terroristes ». De son côté, le colonel déserteur Riad Al Assad, réfugié en Turquie, a parlé au nom de l'Armée syrienne libre d'une « retraite tactique ». Les deux parties mentaient.

En effet, il n'y a pas de quoi être fier d'écraser une population assiégée et bombardée depuis un mois, défendue par quelques centaines d'hommes légèrement armés. La riposte des masses révoltées ne s'est pas fait attendre : le lendemain de la chute de Homs, la Syrie a connu 619 points de départ de manifestations civiles.

Le « commandant » exilé en Turquie a lui aussi menti, car la chute de Homs est une défaite. La retraite n'était ni tactique ni organisée par ses soins. Cela pose la question de la nécessaire unification des groupes de soldats déserteurs et des civils armés sous un seul commandement militaire soumis à une direction politique des coordinations révolutionnaires de terrain. Ils ne doivent plus être liés à un « commandant » virtuel isolé en Turquie ou au Conseil national syrien (CNS) en exil qui a misé jusqu'à la frustration sur une hypothétique intervention militaire extérieure, en l'absence de toute stratégie de changement, sinon celle consistant à suivre les demandes de ses tuteurs (Qatar, Turquie, Arabie saoudite et France). Les « tuteurs » du CNS n'ont pas tous les mêmes approches. Le Qatar et l'Arabie Saoudite font pression pour armer l'opposition, à savoir les fractions dures et djihadistes de la mouvance intégriste ; alors que la France, la Turquie et les États-Unis considèrent ces mouvances dangereuses pour la stabilité de la région et la sécurité de l'État d'Israël, et préfèrent affaiblir la Syrie, société et État,

en encourageant « une transition organisée », c'est-à-dire un changement au sein du régime lui-même.

Le régime dictatorial ne s'est cependant pas effondré. La défection politique en son sein est quasiment inexistante et la désertion des militaires reste très limitée. Qui sont les piliers de ce régime, en dehors de son armée, de ses multiples services de sécurité et de quelques partis acolytes ?

La contestation est faible dans les deux grandes villes du pays, Damas et Alep, où vit un peu moins de la moitié de la population. La dictature y concentre ses forces de répression, mais ce calme est également dû à la concentration de la bourgeoisie « privée », qui soutient le régime. Les cas qui nous ont été rapportés de soutien financier de riches (cherchant à se racheter une conscience) aux révolutionnaires restent anecdotiques. Le « contrat » de cette bourgeoisie organiquement liée au pouvoir et à la dictature était et demeure : laissez-nous gouverner, nous vous laissons vous enrichir sans limites.

Le 29 février, une délégation du pouvoir a rencontré les représentants de la bourgeoisie Aleppine pour répondre à ses demandes de sécurité et de prospérité. Deux jours plus tard, la dictature a décidé de créer une commission de politique économique comprenant les représentants de cette bourgeoisie qui participe par ailleurs au financement de milices fascistes pro-régime et à l'encadrement socio-économique de la population. La classe moyenne a connu une descente aux enfers dans la dernière décennie à cause des politiques néolibérales appliquées implacablement. Une partie a pris position pour la révolution, en particulier les couches inférieures et exclues, et l'autre est restée indécise ou pro-régime, soit parce que, pour la plupart, leur patron est l'État lui-même,

soit de leurs craintes de l'incertitude ou du changement.

Depuis 1970, la dictature des Assad a encouragé les institutions religieuses islamiques et chrétiennes à laisser se développer des courants apolitiques sinon fidèles au pouvoir et relativement hostiles aux Frères musulmans. De 1970 à 2000, environ 12 000 mosquées ont été construites par des institutions religieuses officielles et 1 400 instituts Assad pour apprendre le Coran ont été inaugurés. La hiérarchie religieuse islamique (sunnite, chiite et druze) a pris position pour le régime. Les Églises (orientale, occidentale et anglicane) ont fait une déclaration commune en faveur du pouvoir. Le patriarche maronite Alra'ï a affirmé son soutien à maintes reprises. Idem pour les hiérarchies chiite et druze. Cela n'a pas empêché des religieux de base de rallier la révolte, mais n'efface pas le rôle négatif et contre-révolutionnaire de leurs hiérarchies.

La révolte populaire affronte la contre-révolution (la dictature, ses alliés intérieurs et extérieurs et les pays réactionnaires arabes et ses alliés) et doit répondre à la question de la résistance armée croissante, en l'intégrant dans la stratégie révolutionnaire des masses. L'organisation des masses par le bas doit articuler les deux niveaux. Ces formations d'en bas devront être élues démocratiquement et assumer à la fois un rôle d'organisation des luttes pacifiques, d'autodéfense et de gestion de la vie quotidienne des masses révoltées. En d'autres termes, il faut aider à créer les conditions de formation du contre-pouvoir. Toutes les forces de la gauche révolutionnaire syrienne sont appelées à s'y engager.

Ghayath Naisse

IRAN-ISRAËL

Tensions autour du nucléaire

Alors que les négociations entre la République islamique d'Iran et l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) sont dans l'impasse, Obama a durci son discours à l'égard du régime de Téhéran tout en dissuadant le gouvernement israélien d'intervenir militairement. Car si il y a accord entre Washington et Tel Aviv pour empêcher le régime iranien d'accéder à la bombe nucléaire, Obama et Nétanyahou divergent sur la stratégie à suivre et sur le timing.

Pour les dirigeants israéliens, la stratégie des sanctions économiques et de l'isolement de l'Iran mis en place par les États-Unis et l'Union européenne n'a pas ralenti le programme nucléaire iranien. Pour Obama, une intervention militaire contre l'Iran est lourde de danger. En effet, à quelques mois des élections, Obama ne veut pas s'exposer à des représailles du régime iranien qui conserve une capacité de riposte non négligeable. Confronté à une situation complexe en Afghanistan et après le retrait d'Irak, Obama n'est guère enthousiaste à l'idée d'ouvrir un nouveau front. Ces craintes sont renforcées par le fait qu'une intervention militaire contre l'Iran aurait pour conséquence l'envolée du prix du pétrole, ce qui accentuerait la récession économique mondiale. Sans refuser formellement la perspective d'une intervention militaire, Obama entend poursuivre sa politique de sanctions afin d'étrangler l'économie iranienne.

Pour Nétanyahou l'équation est différente. Seule puissance nucléaire de la région et qui entend conserver ce monopole, Israël veut profiter de l'affaiblissement de l'Iran sur le plan intérieur comme sur le plan régional. Car le pouvoir de Téhéran est miné par une crise de régime qui n'en finit pas. Les élections législatives du 2 mars dernier, boycottées par l'opposition « verte », ont été l'occasion d'un affrontement politique ouvert entre le Guide Ali Khameneï et Ahmadinejad. Celui-ci sort défait des élections et aura des pouvoirs limités jusqu'à la fin de son mandat. Mais cette fracture traverse tous les niveaux du pouvoir et divise la direction des Gardiens de la Révolution, bras armé du régime qui contrôle le programme nucléaire. Par ailleurs, alors que la manne pétrolière et les richesses du pays sont accaparées par les sphères dirigeantes, le pays lui est en plein marasme économique et la population est confrontée à une crise sociale sans précédent renforcée par les sanctions imposées par les grandes puissances. La répression à l'égard des militants ouvriers et des militants des droits de l'homme s'est encore accrue ces derniers mois et le pouvoir accentue les restrictions sur les moyens de communication, Internet en particulier. Enfin, les affaires de corruption rendues publiques à la faveur de la « guerre » que se livrent les différentes factions au pouvoir ont fini d'achever la légitimité de la République Islamique.

C'est dans ce contexte que le gouvernement israélien veut pousser l'avantage, renforcer le consensus nationaliste-sioniste mis à mal par la crise sociale qui frappe le pays et reconfigurer la région à son profit. En miroir, une action militaire contre l'Iran ne ferait que ressouder un régime profondément divisé.

La République islamique en sortirait renforcée et le peu d'espace conquis par les luttes populaires se refermerait aussitôt.

Nous devons combiner une campagne internationale de solidarité avec les peuples et construire un large front d'opposition à une intervention impérialiste qui serait un désastre pour les peuples de la région.

Babak Kia

SÉNÉGAL « Tout sauf Wade ! »

C'est certain, il y aura bien un second tour pour les élections présidentielles du Sénégal. Abdoulaye Wade était persuadé de gagner au premier tour, convaincu qu'il était aussi populaire qu'en 2007 lors de sa seconde candidature.

En tentant de placer coûte que coûte son fils Karim à la tête du pays, Wade, qui a conduit le Sénégal à l'alternance démocratique en 2000, est devenu l'homme à abattre aussi bien pour l'opposition classique au parti libéral de Wade (les partis de gauche) que pour ses anciens alliés devenus opposants (Macky Sall, Idrissa Seck et Cheikh Tidiane Gadio). La tentative de dévolution monarchique de Wade a été vivement combattue par l'opposition et la jeunesse sénégalaise lors des manifestations de juin 2011. Le recul de Wade fut un signal fort pour le peuple sénégalais qui a compris que la victoire pouvait s'obtenir dans la rue mais aussi dans les urnes. Malheureusement, la cacophonie autour d'une candidature unitaire de l'opposition regroupée dans le « Benno Siggil Sénégal » - « ensemble pour relever le Sénégal » - et le refus du PS de reconnaître la désignation de Moustapha Niassé

comme candidat unique de l'opposition, a ouvert un boulevard à Macky Sall, ancien Premier ministre de Wade et seul opposant à avoir véritablement mené campagne. Macky Sall a refusé très tôt la candidature unique de « Benno Siggil Sénégal », et a pu ainsi commencer sa campagne, allant au devant des Sénégalais. Élevé à la bonne école de Wade le libéro-populiste, Macky a appris que les élections au Sénégal ne se jouent ni sur le programme ni sur la différence idéologique, mais uniquement sur la popularité et la crédibilité. En gardant une ligne claire, il a réussi à convaincre les Sénégalais, dépités par l'incurie d'une partie de l'opposition (qui s'est contentée de manifester à Dakar sans pratiquement faire campagne à l'intérieur du pays).

Les Sénégalais ont donc donné leurs suffrages aux deux seuls candidats qui ont mené campagne. Abdoulaye Wade a obtenu 34,84% des suffrages exprimés, Macky Sall 26,57%, tandis qu'Idrissa Seck, l'autre ancien Premier ministre de Wade, n'a eu que 7% des voix. Le parti de Wade, le PDS, et les partis issus de ses rangs obtiennent donc 68,41% des voix, pas très loin du score de Wade en 2007. Moustapha Niassé a obtenu 13,2% des

suffrages exprimés, et Tanor Dieng (PS) 11,3%. Ainsi, la coalition autour de Niassé et celle autour de Tanor Dieng totalisent à elles deux 24,5% des voix. Avec une candidature unitaire, la gauche sénégalaise aurait peut-être fait jeu égal avec Macky Sall et se serait retrouvée au second tour face à Wade.

La plupart des candidats ont appelé à voter pour Macky Sall et contre Wade qui n'a pratiquement aucune réserve de voix.

Macky Sall remportera très certainement les élections, et deviendra le quatrième président du Sénégal, à moins que les faucons du palais présidentiel ne tentent de confisquer le vote des Sénégalais, ce qui risquerait d'embraser le pays. C'est donc une victoire du peuple sénégalais mais encore une fois un échec de la gauche sénégalaise, devenue une faiseuse de rois libéraux. En portant en 2000 Abdoulaye Wade au pouvoir, la gauche radicale sénégalaise avait voulu chasser le tout-puissant Parti socialiste au pouvoir depuis 40 ans. Aujourd'hui, au nom du « Tout sauf Wade », elle s'aligne derrière son héritier.

Moulzo

Hollande et les impôts... encore un effort!

Le 27 février dernier, invité du débat politique sur TF1, François Hollande créait la surprise en annonçant qu'en cas de victoire à l'élection présidentielle, il instituerait un impôt de 75% sur les revenus supérieurs à... 1 million d'euros par an. Sur la chaîne concurrente, France 2, Jérôme Cahuzac, le Monsieur «fiscalité» du PS, apprenait la nouvelle avec étonnement... montrant au choix le travail collectif au sein de ce parti ou l'improvisation de la mesure. Les réactions de l'UMP n'ont pas tardé, Valérie Pécresse jugeant la mesure inefficace, Raffarin estimant qu'elle ne rapporterait pas beaucoup d'argent. En premier lieu, une précision est nécessaire, la proposition de Hollande ne consiste pas à taxer à 75% les ménages gagnant plus d'un million d'euros par an, mais s'inscrit dans le système de progressivité de l'impôt sur le revenu. Ainsi, ce taux ne s'appliquera qu'aux sommes au-delà de ce plafond. D'après Pierre Moscovici, cette mesure, pour le moins symbolique, toucherait moins de 1% des individus. Selon un rapport du Sénat, moins de 0,01% des ménages disposent d'un revenu supérieur à 1,2 million d'euros par an. Contrairement à ce que peut dire la presse financière, le problème de cette mesure n'est pas qu'elle risque de faire fuir les plus riches (certains s'inquiètent de la réaction des footballeurs qui partiraient forcément à l'étranger), mais qu'elle est bien en-deçà de ce qu'il faudrait pour rendre les impôts plus justes dans le sens d'une meilleure répartition des richesses. Par ailleurs, cela ne prend pas en compte toutes les possibilités dont bénéficient les riches pour «défiscaliser» leurs revenus en profitant d'un ensemble de niches fiscales. Pour le NPA¹, il est nécessaire de mettre en œuvre une réforme fiscale vraiment redistributive. La première chose serait de réduire considérablement les impôts indirects, comme la TVA, qui pèsent proportionnellement plus sur les moins fortunés. Pour ce qui est de l'impôt sur le revenu, il est nécessaire de supprimer un certain nombre de niches fiscales qui pour certaines d'entre elles permettent à ceux dont les revenus sont élevés d'investir (par exemple dans l'immobilier) en se faisant financer par l'État; de créer des tranches intermédiaires d'imposition afin d'augmenter la progressivité de l'impôt. Enfin pour ceux qui gagnent plus que l'équivalent de 20 Smic, soit 260 000 euros par an environ, le surplus serait taxé à 100%.

Dominique Angelini

1. Voir *Tout est à nous!* La Revue n° 25, octobre 2011.

LUTTE DES CLASSES EN INDE Une grève historique

Lorsque l'on chasse la lutte des classes par la porte, elle rentre à nouveau par la fenêtre : la grève générale du 28 février en est la preuve !

L'appel à une journée de grève générale le 28 février a été lancé par les fédérations de syndicats de la gauche dite « officielle » (affiliés à un parti politique ou à un autre) et par plus de 5 000 syndicats indépendants fédérés autour du NTUI (New Trade Union Initiative). Ce front unique de tous les syndicats indiens revendiquait une opposition aux politiques néolibérales du gouvernement dirigé par le Parti du Congrès. Le front d'opposition était tellement large que des syndicats réactionnaires liés aux conservateurs du BJP ou à l'extrême droite ont également organisé des manifestations. Le capitalisme d'un pays émergent comme l'Inde s'est rapidement développé depuis le tournant libéral pris par sa politique économique dans les années 1990. Depuis une vingtaine d'années, le PIB de l'Inde n'a cessé de croître et les milliardaires avec. Mais si le nombre de milliardaires augmente, les inégalités ne se réduisent pas et un tiers de la population survit grâce à l'aide alimentaire d'État. Ces nouveaux milliardaires apparaissent

grâce à l'exploitation d'une main-d'œuvre à bas coût et disposant de très peu de droits. Ainsi, malgré l'émergence d'une classe moyenne et supérieure urbaine mise en avant dans les films de Bollywood ou dans les médias dominants occidentaux, l'Inde reste un pays composé principalement de paysanNes (45,5%) et d'ouvrierEs (mines, industrie, électricité, construction, transport : 24,4%). Le commerce représente seulement 8,8% des emplois, tandis que le secteur de la finance et des assurances en représente 2,6%. Si la société indienne se transforme, elle reste très marquée par le système des castes. Les rapports de domination suivent ces évolutions et passent, notamment dans les grandes villes, de rapports de castes à des rapports de classes. Bien que les castes recouvrent des catégories socioprofessionnelles, elles sont justifiées par des principes religieux, tandis que les classes sont le produit de l'exploitation capitaliste. Les justifications changent, mais les rapports de domination et d'exploitation restent. L'Inde a connu en 2011 un important mouvement anticorruption. Ce mouvement

interclassiste se focalisait essentiellement sur une moralisation des élites politiques. Mais ce mouvement dirigé par Anna Hazare a rencontré un écho très important dans les médias et dans la population. La difficulté pour la gauche indienne était alors de se faire une place dans ce mouvement et de convaincre la population d'aller plus loin et ainsi ne pas laisser le terrain de la contestation au populisme et à l'extrême droite (voir *Tout est à nous!* n° 116).

La grève du 28 est un succès majeur pour les travailleuses et les travailleurs indienNes puisqu'elle a entraîné près de 100 millions de salariéEs dans l'action. Bien que de nombreuses grèves aient lieu depuis des années, dont les médias dominants ne parlent pas, cette grève fait parler d'elle. Cette force immense que représente une classe en mouvement a montré ce dont elle est capable et les milliardaires indiens doivent aujourd'hui se rendre compte que si le capitalisme s'est développé, symétriquement la lutte des classes se développera.

Loïc Baron

MANIF DU 29 FÉVRIER L'obligation de faire mieux

L'opinion la plus largement partagée est que ce fut plutôt mieux qu'on ne le pensait. C'est l'un des rares points positifs de la journée de mobilisation organisée par la Confédération européenne des syndicats (CES) mercredi 29 février. Bien sûr c'était la première fois que la CES appelait à une mobilisation européenne contre un projet de traité européen. Ce traité, signé le jeudi suivant lors du Conseil européen à Bruxelles «sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire», prône une austérité sans faille (lire page 11). L'inscription de la règle d'or dans chaque législation nationale interdit les budgets qui présentent un déficit structurel supérieur à 0,5%. Il s'agit d'étrangler les dépenses sociales et l'investissement public, de réduire au maximum les déficits publics quels qu'en soient les impacts sociaux. Déjà, à la fin de l'année dernière, l'Union européenne comptait près de 25 millions de chômeurEs, soit un taux de chômage, de 10,1%. Un record historique. Par catégories sociales, les chiffres sont accablants pour les jeunes et les femmes. Le taux de chômage des moins de 25 ans se situait à 22,4% fin janvier contre 22,2% fin décembre, dans l'Union européenne. Au total, 5,5 millions de jeunes EuropéenNes, dont 3,3 millions dans la zone euro, étaient sans emploi. Les manifestations ont regroupé peu de manifestantEs de Bruxelles à Athènes. Les divisions



Près de 15 000 personnes ont défilé dans le cortège parisien. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

syndicales en France (la CFDT, absente de la manifestation de Paris, s'inquiétait d'une «mobilisation à caractère politique sur les enjeux nationaux») ou en Italie, la perte de crédibilité des directions syndicales qui ont soutenu les politiques d'austérité en Espagne ou en Grèce expliquent en partie cette faible mobilisation. À Paris, comme dans les régions de France, il y avait un cortège CGT des petites journées où même les équipes militantes se sont faiblement mobilisées et une présence plus dynamique de Solidaires. L'autre point positif est la multiplication des marques de sympathie envers Philippe Poutou. Serrages de mains, remerciements et félicitations à la suite des derniers passages chez Ruquier et à Mots croisés et le soutien apporté aux luttes, poses pour photos et

signatures du livre *Un ouvrier, c'est là pour fermer sa gueule!* Autant de signes du gain de visibilité du candidat du NPA. D'autant plus notable que les équipes militantes CGT présentes sont très largement sensibles à la campagne de Jean-Luc Mélenchon. Bien sûr, cette première étape, malgré ses limites, montre les voies, européenne, internationale, que doivent emprunter les mobilisations. L'étape suivante serait évidemment que les appels répétés de Philippe à une réelle coordination des mobilisations, notamment sur l'emploi et contre les licenciements, soit mis à l'ordre du jour des équipes et des directions syndicales.

Robert Pelletier

50 jours de grève à La Poste 92

La grève des postierEs a commencé à Nanterre le 16 janvier contre une réorganisation qui prévoyait la suppression de quatre emplois. La bagarre s'est étendue aux autres bureaux (Malakoff, Vanves, Montrouge, Fontenay-aux-Roses) où les réorganisations sont prévues dans plusieurs mois. La réplique de la direction consiste à réprimer grévistes et syndicalistes... et à organiser des négociations avec une partie des grévistes, sans les syndicats. En employant ce procédé après plus de six semaines de grève, elle réussit à faire douter les grévistes... mais pas à leur faire reprendre le travail. Maintenant que les grévistes ont réussi tant bien que mal à déjouer ce mauvais coup, il s'agit maintenant de gagner la guerre d'usure imposée par la direction, qui refuse toujours de négocier. Tous les ans depuis 2009, une grève dure a eu lieu à La Poste dans les Hauts-de-Seine, le département le plus riche de France. Au fur et à mesure de ces conflits, plusieurs dizaines de postiers ont fait l'expérience de grèves regroupant plusieurs bureaux. Ils sont plusieurs dizaines, dont une majorité de jeunes, qui se sont syndiquéEs, avec en tête la perspective de regrouper un maximum de forces pour stopper les réorganisations. L'objectif de la direction de La Poste est de démoraliser ces dizaines, voire ces centaines de postiers pour qui le terme «convergences des luttes» a une signification pratique.

La Poste a bien compris l'enjeu. Pour nous la tâche centrale est de regrouper les dizaines de militantEs, de syndicalistes dans le 92 et ailleurs autour de l'idée qu'il faut regrouper les luttes contre les suppressions d'emploi et pour l'augmentation des salaires. Il n'y a pas de microclimat dans le 92 à La Poste. Les concentrations de salariéEs y sont beaucoup moins importantes qu'à Paris intra-muros, mais elles sont très nombreuses (environ 200 centres) et rapprochées géographiquement. Comme dans beaucoup de secteurs du «nouveau prolétariat», il s'agit d'unités pour la plupart petites (la majorité entre 10 et 50 salariéEs), et quelques sites regroupant entre 100 et quelques centaines de personnes. Les salaires des postierEs sont particulièrement faibles. Les conditions de travail de la majorité des agents ressemblent à celles de nombre d'entreprises du privé, avec tout de même une présence syndicale significative. Les bureaux actuellement en grève se mobilisent pour la première fois depuis dix ans. Quel que soit le résultat du conflit, cette grève, et celles qui l'ont précédée dans le 92 prouvent que même dans des secteurs où les conditions pour lutter ne sont pas favorables au départ, il est possible de lutter et de gagner. Les grévistes ont besoin d'un maximum de soutien financier. Populariser leur bagarre et les autres grèves en cours à La Poste est indispensable pour les sortir de l'isolement. Parce que la politique,

c'est débattre des grandes questions nationales et internationales, mais c'est aussi inviter sur la scène politique les bagarres menées par des gens ordinaires.

Javier Guessou

Appel à solidarité financière : chèques à l'ordre de SUD Poste 92 avec mention «Solidarité grévistes» au dos, SUD Poste 92, 51 rue Jean-Bonal, 92250 La Garenne-Colombes.



Malakoff, le 3 mars. Fête de soutien aux postiers du 92. (MILO)

Arrêt du harcèlement contre notre camarade Stéphane Barth

Depuis le début de l'année scolaire, et l'arrivée d'un nouveau proviseur au lycée Jules-Ferry de Coulommiers (Seine-et-Marne), Stéphane, élève de terminale ES et militant du NPA, vit un véritable harcèlement de la part de la direction de l'établissement.

Tout a commencé par l'interdiction de distribuer des tracts devant l'entrée, alors que cette pratique existe dans toute la France depuis des dizaines d'années. Puis ce sont les affiches appelant aux manifs de l'Éducation qui ont été interdites, les réunions d'information sur les suppressions de postes et les conséquences de la réforme Chatel, qui ont été refusées... Les règlements intérieurs des lycées garantissent pourtant le droit d'afficher et de se réunir. La direction est même allée plus loin en convoquant Stéphane dans le bureau du proviseur à de multiples reprises, la plupart du temps sans ses parents, et une fois en présence des RG ! Le proviseur-adjoint a menacé Stéphane de porter plainte contre lui et le NPA, pour diffamation à la suite d'un tract qui expliquait, citations de Luc Chatel à l'appui, que les chefs d'établissement bénéficiaient de primes annuelles élevées pour leur zèle au service du ministère de l'Éducation.

Comme beaucoup d'autres en France, le nouveau proviseur a pour mission d'étouffer toute possibilité de contestation. Le gouvernement a tiré les leçons des mobilisations de la jeunesse de ces dernières années. Au début du mouvement des retraites, en septembre 2010, Sarkozy ne déclarait-il pas : « *les lycéens et les étudiants, il faut les surveiller comme le lait sur le feu* »? Cela se matérialise notamment par la mise en place d'un arsenal sécuritaire, répressif et infantilisant (fichage, contrôle des cartes, vidéosurveillance, biométrie voire portiques antimétal à l'entrée), l'envoi quasi systématique de la police contre les blocages, les exclusions d'élèves à la suite de mouvements... C'est autant la liberté d'expression que celle de se mobiliser contre l'austérité, qui sont en danger. C'est autant le NPA qui est visé que tous celles et ceux qui tentent de résister à l'austérité.

Dès le mois de décembre, des lycéens de Coulommiers se sont organisés en comité de soutien contre la répression que subit Stéphane. Des enseignants, des parents d'élèves lui ont également témoigné leur solidarité. En février, un article de Rue 89 relatant ses mésaventures est venu en relais de la mobilisation. RMC lui a consacré un sujet durant les informations

du matin quelques jours plus tard. Cette publicité médiatique peut être un point d'appui important dans la bagarre.

Pour défendre le droit à un avenir comme la liberté d'expression, Stéphane et tous les jeunes qui refusent la casse de l'Éducation, doivent pouvoir compter sur le soutien de la gauche politique et syndicale.

Jean-Baptiste Pelé



Traité européen : l'appel des 200

L'appel des 200 est une première initiative contre le traité Merkozy. Avec ce « pacte budgétaire » adopté par le Conseil européen, un pas supplémentaire est franchi tant dans la brutalité sociale que dans le déni de démocratie. Sur la forme, ce « Maastricht plus », serait imposé aux populations à marche forcée, sans aucun débat, par simple ratification des Parlements. Sur le fond, sous la menace de sanctions automatiques, il vise purement et simplement à obliger les populations à accepter les baisses de salaires, la liquidation de la protection sociale et du droit du travail, au nom de la réduction des déficits.

Initié par quelques militantEs, l'appel a été publié avec les 200 premières signatures à la veille de la journée de mobilisation européenne du 29 février. Le NPA soutient cette initiative qui depuis a été signée par plusieurs milliers de personnes. Reste maintenant à s'attaquer à la construction d'un véritable cadre unitaire, regroupant partis politiques, organisations syndicales, toutes les composantes du mouvement social qui veulent œuvrer à une mobilisation européenne contre l'austérité. Cette mobilisation doit commencer à se construire sans attendre. Elle devra se poursuivre même si Hollande l'emporte en mai prochain, car la question n'est pas d'ajouter un volet croissance au traité comme il le propose, mais bien de rejeter purement et simplement cette nouvelle arme contre les peuples.
Christine Poupin

Europe : pas sans nous !

Appel des 200 pour un référendum sur le nouveau Traité européen

Plusieurs traités européens ont déjà dépossédé les citoyens de la possibilité de choisir les orientations de l'Union européenne. Aujourd'hui, la Grèce mais aussi le Portugal, l'Irlande et l'Italie se voient imposer des décisions majeures dans des domaines qui ne sont de la compétence, ni de la commission, ni du conseil européens. Les dirigeants et les technocrates de l'Europe, au service de la finance, enfoncent les populations dans la récession, la régression sociale et la misère, renforçant ainsi les inégalités, les discriminations et la xénophobie.

Le sommet européen a adopté le 9 décembre, le projet du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'Union), dit traité Merkozy. Il cherche à donner une base légale à la répression, la régression sociale et aux dénis de démocratie, durcissant les règles qui figuraient déjà dans le Traité de Maastricht puis dans celui de Lisbonne, imposant de lourdes sanctions « immédiates » et « automatiques » aux pays contrevenants. Cet accord a vocation à engager l'ensemble des pays de l'Union et l'ensemble des décisions politiques.

Les gouvernements qui entendent limiter aux parlements la ratification du traité manifesteront leur mépris des exigences démocratiques. Ils se font les complices de la remise en cause du principe démocratique fondamental : la



souveraineté du peuple.

Nous refusons de renoncer à nos droits !

Quelle que soit l'issue des échéances électorales d'avril, mai et juin, que le texte reste en l'état ou qu'il soit modifié lors d'une éventuelle renégociation, nous exigeons la tenue d'un référendum pour que le peuple décide si la France doit approuver ou refuser le nouveau Traité.

Nous invitons toutes et tous les citoyenNEs à se mobiliser dans leurs quartiers, leurs villes ou leurs villages, leurs lieux de travail, au sein de leurs partis, leurs syndicats ou de leurs associations. Organisons ensemble réunions publiques, manifestations, pétitions, occupations, et autres actions pour un vrai débat et bâtir ensemble l'Europe que nous voulons !

Tribune de la Gauche anticapitaliste

La semaine dernière, une meilleure préparation des émissions et une plus grande pugnacité du candidat ont permis de mieux faire connaître la campagne du NPA. Philippe Poutou peut susciter de la sympathie et avoir un certain écho en se faisant porte-parole de la souffrance sociale et en opposant son statut d'ouvrier à celui de ses interlocuteurs, professionnels de la politique ou journalistes établis. Cela ne signifie pas pour autant que les problèmes posés par la ligne politique du NPA soient réglés.

Vouloir être porte-parole de l'indignation sociale est une chose mais que propose-t-on après ? Peut-on se contenter de dire qu'il faut rompre avec le capitalisme et que pour cela les travailleurs doivent prendre leurs affaires en main ? Est-il utile d'expliquer ensuite les difficultés par la démoralisation des travailleurs sans rien proposer de concret pour tenter d'en sortir ? Que Génération précaire ait classé le NPA bon

dernier à propos de ses positions sur la précarité dans la jeunesse (« *Le NPA a certes des propositions mais non chiffrées et irréalistes* ») devrait nous alerter ! La surenchère revendicative n'est pas forcément le meilleur moyen d'avoir de l'écho dans le mouvement social.

Choisir, pour exister face à la dynamique autour de Jean-Luc Mélenchon, de faire un pronostic hasardeux (« *le FdG ira fricoter avec le PS après les présidentielles* ») est un autre problème. Car là, pour donner raison au NPA, il ne reste plus qu'à espérer que le FdG ira au gouvernement avec Hollande, ce qui, de fait, serait un sacré recul du point de vue de notre camp social.

Au Parlement, le FdG a voté contre le nouveau traité tandis que la majorité du PS s'abstenait. Jean-Luc Mélenchon a maintes fois indiqué qu'il n'irait pas au gouvernement avec le PS, Marie-George Buffet a dit (sur France Inter) qu'elle ne voyait pas l'utilité d'aller dans un gouvernement

pour y mener une politique d'austérité. Il ne s'agit pas d'avoir une confiance aveugle dans la parole des dirigeants du FdG, mais nous devrions nous servir de ces déclarations comme autant de points d'appui au lieu de se complaire dans la suspicion. En effet, « *Batte Sarkozy sans faire confiance à Hollande* » est non seulement un slogan maladroit (la seconde partie relativise bien trop la première) mais surtout il n'aurait de sens que si dès à présent on proposait une alternative ou au moins une opposition de gauche aux politiques d'austérité. Celle-ci ne peut se résumer aux luttes sociales et à un NPA affaibli et isolé, choix qui a été hélas confirmé pour les législatives.

Face à la brutalité de la crise et des attaques en cours ou à venir, il faut au contraire essayer de rassembler, sur le terrain social mais aussi politique, toutes les forces de gauche qui s'opposent à l'austérité. C'est ce que propose la Gauche anticapitaliste.

S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

- Hebdo (14 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (25 euros/trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

- Hebdo (10 euros/trimestre)
 Hebdo + Mensuel (19 euros/trimestre)

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
 Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
 Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal :
 Ville :
 Mail :

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT
 CODE GUICHET
 N° DE COMPTE
 CLÉ RIB

Date :
 Signature :

Établissement teneur du compte

Banque :
 Adresse :
 Code postal :
 Ville :

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC
 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 56 euros
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 44 euros
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 40 euros
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 euros	<input type="checkbox"/> 1 an 76 euros

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Enquêtes en berne. Femmes en lutte. Elles sont en grève du zèle depuis quatre mois ; elles, ce sont les enquêtrices qui relèvent l'indice des prix à la consommation. Ne vous étonnez pas si on vous dit que les prix ont baissé ; elles ne relèvent plus certains prix, comme ceux des fruits, par exemple. Ni le carburant, mais est-ce si important dans le budget ? Rejointes depuis début janvier par leurs collègues qui réalisent la fameuse enquête « emploi » donnant les chiffres du chômage pour le Bureau international du travail, elles sont entrées dans une grève dure : plus de réalisation de l'enquête emploi depuis le 29 février. Chez ces précieuses de la fonction publique, l'exaspération est à son comble. Depuis deux ans, des enquêteurs et des membres de la CGT et de SUD négocient le passage forcé au CDI qu'impose l'Europe. L'État voulant faire des économies rechigne et à la fin février, annonce que tout le monde sera digéré avec la loi Sauvadet, tout le monde sauf celles qui ont moins de six ans d'ancienneté. La loi Sauvadet leur vomira un « CDI pigiste » tel qu'il en existe déjà, une aberration au vu du code du travail mais un délice patronal. L'État hors-la-loi continue donc son chemin déroutant mais les enquêtrices quoique isolées puisqu'elles travaillent depuis leur domicile, viennent toutes de se mettre en grève. Une grève nationale qui n'a jamais été aussi bien suivie. Quant aux chiffres, on verra si le nouveau directeur sarkozyste de

l'Insee s'en soucie. Après tout, en matière de mensonges, il est à bonne école.

Renault : salaire de colère, suite. Mardi 6 mars, nouvelle journée de mobilisation sur les salaires dans le groupe Renault. Après les débrayages importants de la semaine dernière à la suite de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires, cette journée était un test de la volonté des travailleurs de poursuivre la bataille. Avec près de 1 000 grévistes sur la journée à Cléon, 400 à Lardy, 550 au Technocentre de Guyancourt, 60 au CKD Grand-Couronne, 80 à Rueil, 400 à Sandouville, 110 à VSF, 500 à Douai et 350 à Mans, la mobilisation se maintient à un niveau comparable à la semaine dernière. Entre les deux journées, les directions ont mobilisé leurs outils de communication et la maîtrise pour tenter de convaincre les salariés de la justesse de la politique salariale de Renault dans un contexte de crise. Les discussions dans les assemblées générales portent donc sur les moyens à mettre en œuvre pour l'élargissement. À Cléon, des actions devaient avoir lieu jeudi et les salariés lancent la proposition d'un rassemblement national la semaine prochaine au siège de Billancourt. La bataille contre l'inacceptable politique salariale de Renault continue.

Albany : encore 133 licenciements qu'il faut interdire. Les 133 salariésEs

de l'usine de tissage Albany-Cofpa, à Saint-Junien (Haute-Loire), ont découvert une nouvelle forme de lock-out. Après l'annonce, le 23 février, au comité central d'entreprise d'un projet de fermeture du site, la direction a abandonné celui-ci en cadenassant les armoires d'alimentation électrique des machines. Depuis, l'usine est sous bonne garde des salariésEs. Mercredi 29 février, la direction est revenue dans l'usine mais a refusé de relancer la production et d'informer les salariésEs sur l'avenir de l'entreprise. Seule action : mettre à leur disposition un... psychologue. Et pourtant, l'entreprise est rentable : plus de 6 millions d'euros de profits entre janvier 2010 et juin 2011, et Albany est une multinationale qui compte dix-huit usines et 4 300 salariésEs dans onze pays, et gagne de l'argent. Pour reprendre une entreprise familiale locale, le groupe a largement bénéficié des fonds : en 2004, la communauté de communes avait racheté ses anciens locaux, cédé un nouveau terrain pour un euro symbolique et investi 1,5 million d'euros pour réaliser les aménagements de voirie. Au total, à la détresse des salariésEs s'ajoute la colère de la population et des élus locaux. Lundi dernier, à l'occasion de la rencontre d'Olivier Besancenot avec les salariésEs, la direction a enfin accepté de recevoir les élus du personnel. Deux personnages falots, fayots, peut-être fourbes (DRH France et directeur local) qui n'avaient rien à dire, ne voulaient rien dire,

n'avaient le droit de rien dire. Tout juste ont-ils réussi à lâcher qu'une réunion aurait lieu jeudi à la préfecture entre les représentants du groupe Albany, ceux du personnel et de l'État) et que la production ne reprendrait que de façon pérenne. Olivier affirma qu'il n'avait dans sa manche ni des millions d'euros ni les pouvoirs des représentants de l'État, mais qu'il apportait le soutien militant du NPA, tout en défendant l'idée de la nécessité urgente d'initiatives unitaires, permettant de fédérer les luttes, notamment sur l'emploi, qui continuent sans respecter la moindre trêve électorale.

Le flash-ball en procès. Le 6 mars, quatre ans après les faits, s'ouvrait à Nantes le procès d'un policier accusé de « violences volontaires avec arme par dépositaire de l'autorité publique » et ayant entraîné une incapacité temporaire de travail (ITT) supérieure à huit jours. En 2007, la victime était un jeune de 16 ans, qui participait à une manifestation lycéenne. À la suite du tir d'un cousin du flash-ball, le LBD 40, il a perdu un œil. Ce procès qui est le résultat d'une mobilisation incessante en défense du lycéen blessé est important. Depuis cette manifestation à Nantes, d'autres jeunes ont été eux aussi gravement blessés, à Toulouse en 2008, à Montreuil en 2009 et à Mayotte plus récemment. On compte une douzaine de victimes. Il est nécessaire d'interdire le flash-ball ainsi que les armes létales comme le Taser. La tenue de ce procès à Nantes doit être l'occasion de populariser cette exigence.

Poutine, le retour... Sans surprise, mais sûrement grâce à un peu de fraude, Vladimir Poutine vient d'être élu président de Russie, après un intermède de deux mandats comme Premier ministre. Cette élection n'est pas une bonne nouvelle pour les opposants qui avaient fait une chaîne humaine de plusieurs milliers de personnes le jour-même. Le lendemain, 5 mars, près de 300 d'entre eux qui protestaient contre les fraudes ont été arrêtés par la police. C'est une bonne nouvelle, en revanche, pour l'entreprise Vinci, qui bénéficie d'un partenariat avec le gouvernement russe pour un projet de construction d'une autoroute entre Moscou et Saint-Petersbourg, dont une des conséquences serait la

destruction d'une partie de la forêt de Khimki. On ne s'étonne pas dès lors des félicitations de Sarkozy au nouvel élu. La France serait le 6^e fournisseur de la Russie. Quand le commerce va, la démocratie ne pèse pas lourd.

Michelin triche sur les AT-MP : la fausse découverte.

Rappelons-nous les campagnes du gouvernement contre les salariés coupables de fraudes à la Sécurité sociale et notamment aux arrêts de travail. Elles ont justifié l'imposition des indemnités journalières, leur plafonnement et la création d'un jour de carence dans la fonction publique. La tricherie en matière sociale est évaluée à 458 millions d'euros en 2010, dont 266 millions d'euros pour les fraudes aux prestations et 185 millions pour le travail non déclaré. Mais c'est bien loin de la principale source de fraude constitué par le travail au noir. Selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), le manque à gagner pour la Sécurité sociale en termes de cotisations, se situerait entre 13,5 et 15,8 milliards d'euros par an. Alors la « découverte » de la tricherie de Michelin pour sous-déclaration des accidents du travail n'étonne personne. Le coût en est évalué entre 587 millions et 1,1 milliard d'euros par an (maladies professionnelles comprises) par la commission chargée de ce suivi. Michelin comptabiliserait quinze fois moins d'accidents de travail que la moyenne. L'enquête ouverte par le tribunal de Clermont-Ferrand intervient à la suite de la convocation d'un salarié par la police. Les forces de l'ordre souhaitaient l'interroger sur la base d'un rapport de l'inspection du travail. Il y a quelques mois Renault avait déjà, de la même façon, été mis en accusation pour camouflage des arrêts de travail et pressions multiples pour inciter les salariés à ne pas déclarer les accidents du travail. Au total la branche concernée de la Sécurité sociale est bénéficiaire en grande partie parce que la branche maladie prend en charge les maladies et accidents professionnels non déclarés, ce qui la rend, elle, déficitaire. Avec l'intensification du travail et la fragilisation de la médecine du travail, la santé des salariésEs risque encore de se dégrader. La tricherie organisée par le patronat ne suffira pas à le masquer.

MARSEILLE Solidarité avec le peuple syrien



Marseille, le 3 mars 2012. Manifestation de solidarité avec les insurgés syriens, à l'appel du collectif Free Syria. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

“ NO COMMENT ”

Le premier sujet de préoccupation [et] de discussion des Français, je parle sous votre contrôle, c'est cette question de la viande halal.

NICOLAS SARKOZY, LUNDI 5 MARS, LORS DE SON DÉPLACEMENT À SAINT-QUENTIN, DANS L'AISNE.

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®